GSMA

October 2024

Impulser la transformation numérique de l'économie en Éthiopie

Opportunités, réformes des politiques publiques et rôle du mobile



GSMA
La GSMA est une organisation mondiale qui unifie l'écosystème mobile pour découvrir, développer et mettre en œuvre des innovations fondamentales pour des environnements commerciaux positifs et le changement sociétal. Notre vision est de libérer tout le potentiel de la connectivité afin que les populations, l'industrie et la société prospèrent. Représentant les opérateurs mobiles et les organisations de l'écosystème mobile et des industries adjacentes, la GSMA agit pour ses membres autour de trois grands piliers :
Connectivity for Good, Industry Services and Solutions, et Outreach. Ces activités comprennent la promotion des politiques publiques, la lutte contre les plus grands défis sociétaux actuels, le soutien aux technologies et à l'interopérabilité qui font fonctionner le mobile, et l'organisation de la plus grande plateforme mondiale de rassemblement de l'écosystème mobile lors des séries d'événements MWC et M360. Nous vous invitons à en savoir plus sur www.gsma.comwww.gsma.com
Suivez la GSMA sur Twitter/X : @GSMA

Through Line Advisors
Through Line Advisors a été créée en 2022 pour réunir un groupe de conseillers experts qui, bien que venant d'horizons différents, s'engagent tous à fournir un travail de la plus haute qualité à leurs clients. L'entreprise réunit des expertises en économie, finance et stratégie dans un très large éventail de secteurs et de situations. Chaque personne chez Through Line se concentre sur un seul objectif : fournir les meilleurs conseils possibles à ses clients.
Email: info@throughlineadvisors.com
Phone: +44 (0) 203 813 0976
© Through Line Advisors Ltd.
85 Great Portland Street
London W1W 7LT

Auteurs:
Matthew Harrison Harvey, Through Line Advisors ;
Daniel Pate, Through Line Advisors
Gaia Penteriani, Through Line Advisors ;
Mark Williams, Through Line Advisors
Angela Wamola, Responsable Afrique subsaharienne, GSMA
Caroline Mbugua, HSC, Directrice principale, Politiques publiques et Communications, GSMA ;
Linus Melly, Responsable principal des politiques, Afrique subsaharienne, GSMA

Table des matières

1. Résumé Exécutif et Messages Clés 4 - 5

2. Cadre de l'économie numérique 6

   A. Introduction 7

   B. Comment l'économie numérique stimule-t-elle le dévelopement? 7

   C. Le rôle du secteur des télécommunications mobiles dans l'économie numérique 8 - 9

   D. Cette étude 10

3. Transformation Numérique de l'Économie Éthiopien 12

   A. Aperçu du pays : Ethiopie 13

   B. L'économie d'Ethiopie 14 - 15

   C. Stratégies économiques et numériques d'Ethiopie 16 - 18

   D. L'impact économique potentiel de la numérisation en Ethiopie 19 - 31

4. Le Secteur des Télécommunications en Ethiopie 32

   A. Aperçu du secteur 33 - 36

   B. Priorités politiques pour le secteur des télécommunications 37 - 47

   C. Modélisation des évolutions futures du secteur des élécommunications 48 - 50

5. Recommandations politiques 52 - 54



1. Résumé Exécutif et Messages Clés

La numérisation de l'économie est un moteur clé de la croissance économique et des recettes publiques. Elle soutient également le développement socio-économique et offre une voie vers une prospérité partagée.
En tirant parti des opportunités offertes par la numérisation, le gouvernement éthiopien peut parvenir à une croissance économique durable et à des changements structurels.

L'adoption des technologies numériques dans les secteurs public et privé peut influer sur la croissance économique. Elle peut accroître la productivité agricole, améliorer l'accès aux chaînes de valeur mondiales (CVM) et accroître l'efficacité des services publics et gouvernementaux. Accèsaux technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique en nuage est souhaitable comme moteur de l'inclusion numérique et financière, qui à son tour soutient le développement humain.

La numérisation, y compris le programme de réforme du secteur des télécommunications et l'introduction du mobile money,[1] constitue un élément clé de l'Agenda de réforme économique locale (Homegrown Economic Reform Agenda, HGER)[2] du gouvernement éthiopien depuis 2019, mis en œuvre dans le cadre du Plan de développement 2021-2030, de la stratégie Digital Ethiopia 2025, de la Proclamation sur les services de communications n° 1148/2019 et des plans stratégiques de la Banque nationale d'Éthiopie (NBE).

Au cours des cinq années écoulées depuis le lancement de Digital Ethiopia 2025 et le début desréformes des télécommunications, le nombre de personnes couvertes par les réseaux 3G a augmenté de 50 %, tandis que la couverture des réseaux 4G aété multipliée par huit. Cette étude identifie d'autres opportunités et quantifie la valeur économique **de l'adoption des technologies numériques dans l'économie éthiopienne. Elle détermine comment ces opportunités peuvent être libérées par des réformes politiques, en mettant particulièrement l'accent sur le rôle clé que jouent le secteur des télécommunications mobiles et les services de mobile money dans le soutien au processus de numérisation.**

L'Éthiopie a déployé des réseaux 2G et 3G, les investissements des cinq dernières années s'étant concentrés sur la couverture 4G avancée et les lancements de la 5G à Addis-Abeba et dans quatre villes

1 Le terme « services financiers mobiles » est souvent utilisé pour désigner un large éventail de services financiers fournis via les réseaux mobiles, y compris le mobile money. Par souci de simplicité et de cohérence, le terme « mobile money » est utilisé dans tout le présent rapport pour désigner les services financiers mobiles. En Éthiopie, le mobile money et les services financiers mobiles sont agréés par la NBE en vertu de la directive sur les émetteurs d'instruments de paiement

2 Phase 1 : Gouvernement d'Éthiopie, 2019, 2019/2020 : République fédérale démocratique d'Éthiopie, A Homegrown Economic Reform Agenda: A Pathway to Prosperity, mars 2020 ; Phase 2 à partir de juillet 2024.

régionales. Grâce au HGER du pays, à sa stratégie numérique, aux réformes des télécommunications et aux investissements réalisés par Ethio Telecom (l'ancien opérateur historique) et Safaricom Ethiopia (le deuxième opérateur de télécommunications unifié, agréé en 2021),[3] la couverture des télécommunications mobiles s'est considérablement améliorée ces dernières années. L'Éthiopie dispose désormais du potentiel nécessaire pour accélérer son développement grâce à la numérisation.

Ce rapport identifie une série de recommandations politiques qui, si elles sont mises en œuvre, accéléreront la contribution du secteur mobile aux objectifs numériques de l'Éthiopie. Ces politiques permettraient de connecter 30 millions d'Éthiopiens supplémentaires à Internet, soit une augmentation de 70 % par rapport aux niveaux actuels.

Les réformes politiques prioritaires comprennent :

1. **Mener à terme et mettre en œuvre de manière équitable et rapide l'agenda de réforme des télécommunications,** y compris les réglementations d'accompagnement pour garantir des résultats efficaces de la libéralisation du marché et l'accélération des procédures administratives.
2. **Soutenir la durabilité et le développement de l'industrie par des incitations à l'investissement,** notamment en réduisant ou supprimant les droits de douane et autres coûts sur les appareils mobiles pour améliorer l'accessibilité financière, ainsi que par des incitations fiscales.
3. **Continuer à s'engager en faveur de redevances de licence,** de spectre et de réglementation abordables et prévisibles afin d'encourager l'investissement et la densification du réseau mobile existant, le déploiement des réseaux de nouvelle génération et l'amélioration de l'accessibilité des services.
4. **Garantir une fiscalité équitable et justifiée sur les services émergents de mobile money afin d'éviter toute taxation punitive et distorsive,** et poursuivre la mise en œuvre de réformes réglementaires pour permettre la stratégie financière numérique et les objectifs d'inclusion.
5. **Soutenir la demande en poursuivant la mise en œuvre des programmes de gouvernement numérique et d'identification numérique,** qui inciteront à l'adoption des technologies numériques par les consommateurs, en particulier les femmes et les populations rurales, ainsi que par les entreprises.

Si elles sont adoptées, ces recommandations politiques peuvent permettre au secteur mobile et numérique de contribuer de manière significative aux objectifs du HGER de l'Éthiopie. Cela inclut la transformation économique dans des secteurs importants tels que l'agriculture et l'industrie manufacturière, ainsi que dans les services publics pour les Éthiopiens. Les impacts macroéconomiques potentiels sont résumés ci-dessous dans la figure 1.

Figure 1: Impact sectoriel de l'accroissement de la numérisation en Éthiopie à la suite des réformes des politiques de télécommunications reforms

	Agriculture	Industrie	Transport	Commerce	Sante	Gouvern-ment
Valeur ajoutée numérique (en milliards d'ETB)	134	108	24	27	4	22
% du PIB du secteur	3.1%	3.7%	4.6%	1.5%	5.5%	2.2%
% du PIB total	1.1%	0.9%	0.2%	0.2%	0.0%	0.2%
Emploi	1,500,000	180,000	130,000	150,000	20,000	-
Recettes fiscales (en milli-ards d'ETB)	11	9	2	2	0.4	-

Source: Authors' calculations. See separate methodological document that accompanies this report.[4]

3 Dans le présent rapport, nous désignons les licences de services de télécommunications unifiés par les termes « titulaires de licence », « opérateurs mobiles » ou « MNO »..

4 GSMA, Favoriser la transformation numérique des économies africaines : document de preuves et de méthodologie, mai 2024.



2. Cadre de l’économie numérique

A. INTRODUCTION

La stratégie numérique de l'Éthiopie et les réformes des télécommunications ouvrent des voies pour la transformation économique et les objectifs contenus dans le HGER. Le Gouvernement de l'Éthiopie, à travers le Plan de développement 2021-2030, la stratégie Digital Ethiopia 2025, la Proclamation sur les services de communications n° 1148/2019, les plans stratégiques de la NBE et d'autres programmes gouvernementaux/réglementaires, continue de poursuivre une trajectoire de croissance et de transformation économiques, reconnaissant le rôle des technologies numériques dans la diversification des activités économiques et une répartition plus inclusive et équitable des bénéfices.

Les décideurs politiques sont souvent confrontés à des objectifs concurrents, tels que la nécessité d'augmenter les recettes intérieures et de réduire la pauvreté et les inégalités, tout en stimulant le développement du secteur privé, en attirant les investissements étrangers et en favorisant la croissance économique. **La numérisation pourrait conduire la transformation économique de l'Éthiopie d'une manière qui soutient ces objectifs**. La numérisation de l'économie est un moteur à la fois de la croissance économique et du développement socio-économique. Le secteur des télécommunications mobiles, avec le mobile money, est l'épine dorsale de ce processus de numérisation. Un secteur en croissance est une condition préalable essentielle à un programme national de transformation numérique.[5]

B. COMMENT L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE STIMULE-T-ELLE LE DÉVELOPPEMENT ?

Le processus de numérisation se poursuit en Éthiopie. Les services numériques, principalement via les réseaux de télécommunications mobiles, deviennent de plus en plus disponibles, et leur utilisation augmente. Ce faisant, le secteur des télécommunications mobiles et le secteur numérique contribuent plus largement à l'économie et aux services publics en Éthiopie. L'adoption généralisée des technologies numériques dans les secteurs public et privé permet de meilleures interactions entre les individus et une utilisation plus efficace des ressources, augmentant ainsi la productivité et soutenant l'innovation.[6]

Par conséquent, la majeure partie de l'impact économique de la technologie mobile se réalise en dehors du secteur mobile lui-même, grâce à son impact positif sur la productivité dans des secteurs (tels que l'agriculture,la fabrication et le commerce de détail) et dans les services publics (tels que l'administration, l'éducation et la santé).

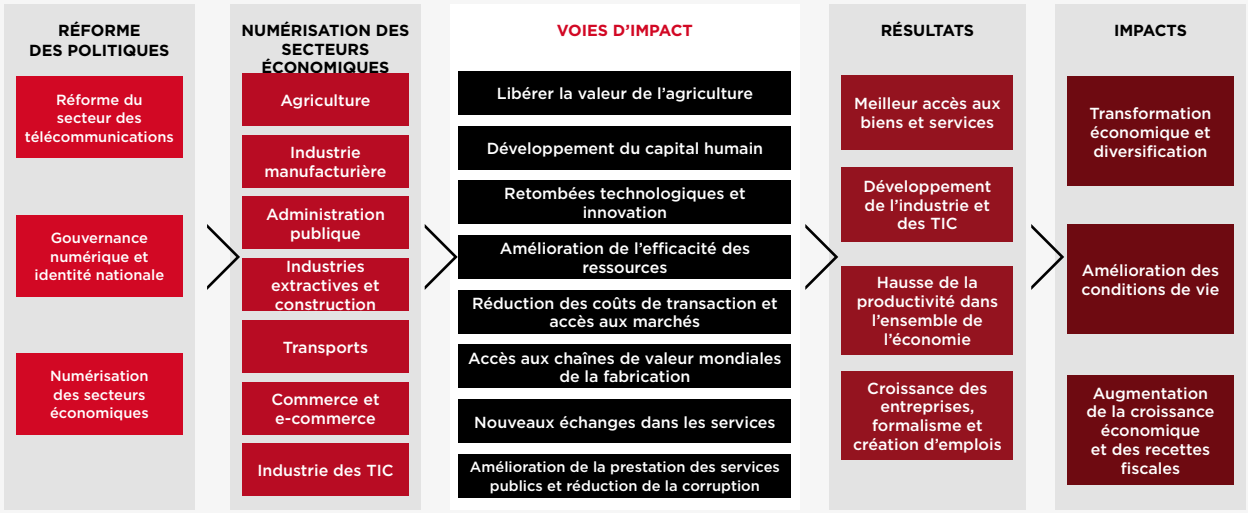
L'adoption des technologies numériques dans les secteurs économiques et les services publics peut débloquer d'importantes voies pour une transformation numérique inclusive. Cela se traduit, par exemple, par l'augmentation de la valeur des ressources agricoles existantes, l'amélioration de l'accès aux chaînes de valeur mondiales, l'amélioration de la prestation des services d'éducation et de santé, la réduction des coûts de transaction et l'amélioration de l'efficacité, de la transparence et de la gouvernance des services gouvernement-entreprises et gouvernement-citoyens. L'accès aux technologies émergentes telles que l'IA, le big data et le cloud computing, ainsi qu'aux services tels que le mobile money, stimule l'inclusion numérique et financière. L'utilisation de ces technologies soutient, à son tour, le développement humain.

À mesure que la numérisation progresse dans chaque secteur de l'économie, les effets qui en résultent incluent des améliorations de la productivité, la création d'emplois et la formalisation de l'économie. Cela conduit à une augmentation du niveau de vie, à une croissance économique plus élevée et à une plus grande disponibilité des ressources publiques.

5 Throughout this study, the term digitalisation is used to denote the adoption of new technologies by consumers, businesses and governments across economic sectors. Digital transformation is the economic transformation resulting from such adoption. The digital economy encompasses the actors and exchanges taking place in the economy as a result of digitalisation.

6 GSMA, 2024, Driving digital transformation of African economies Evidence and methodology document.

Figure 2: Voies numériques vers la transformation économique



Source: Synthèse des auteurs basée sur la littérature, la documentation des stratégies gouvernementales et les discussions avec les parties prenantes. Voir aussi : GSMA, Driving digital transformation of African economies Evidence and methodology document, mai 2024.

C. LE RÔLE DU SECTEUR DES TÉLÉCOMS DANS L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Le secteur des télécommunications mobiles fournit la connectivité numérique qui constitue le fondement sur lequel le processus de transformation numérique est construit. Cela est reconnu par le Gouvernement de l'Éthiopie et reflété dans la stratégie Digital Ethiopia 2025 et les plans de développement du gouvernement.[7]

La numérisation de l'économie est un moteur essentiel de la croissance économique et des recettes publiques. Elle offre de nouvelles voies de croissance, de création d'emplois et de diversification de l'économie. L'économie de l'internet devrait atteindre 5,2 % du PIB en Afrique d'ici 2025 et le développement de l'écosystème numérique a montré qu'il pouvait ajouter jusqu'à 1,9 % au PIB par habitant en ASS. [8,9] Dans les pays BRICS, la contribution de l'économie numérique au PIB a été estimée à 2 % en Afrique du Sud, 4 % en Fédération de Russie, 6,9 % en Inde, 7,8 % en Chine et 22 % au Brésil.[10]

Les télécommunications mobiles, associées au mobile money, constituent le moyen le plus courant d'accès au haut débit et aux services financiers en Afrique et sont essentielles à la réalisation de ce potentiel impact économique. Par exemple, une augmentation de 10 % de la pénétration de l'internet mobile est estimée augmenter le PIB par habitant jusqu'à 2,5 % en Afrique .[11] Une étude précédente de la GSMA a révélé que l'adoption du mobile money en Éthiopie pourrait augmenter le PIB réel de 0,7 à 2,5 % d'ici 2030, soit l'équivalent de 1,5 à 5,3 milliards USD aux prix de 2022 ou 69 à 251 milliards ETB.[12]

7 Gouvernement de l'Éthiopie, Digital Ethiopia 2025 : Une stratégie numérique pour la prospérité inclusive de l'Éthiopie. Gouvernement de l'Éthiopie, 2020, Plan de développement sur 10 ans 2021-2030.
8 Accenture Africa, prévision iGPD, 2020.
9 UIT, 2019, Contribution économique du haut débit, de la numérisation et de la réglementation des TIC : Modélisation économétrique pour l'Afrique.
10 Centre du commerce international (ITC), 2022, Rapport sur l'économie numérique des BRICS 2022.
11 Ibid.
12 GSMA, 2023, Le mobile money en Éthiopie : Faire progresser l'inclusion financière et stimuler la croissance.

La numérisation est le processus de changement technologique par l'adoption de technologies numériques dans un large éventail d'activités économiques. Ces technologies émergentes sont rendues possibles par les télécommunications et l'accès à internet, et vont de l'IA au cloud computing, des réseaux intelligents et de l'Internet des objets (IdO) à la blockchain. Elles ont le potentiel de réduire les coûts de production, de rendre le commerce des biens et services plus efficace et de permettre la diffusion des idées et des connaissances, favorisant ainsi l'innovation et la croissance.

L'impact le plus significatif se réalise via l'augmentation de la productivité en dehors du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC),[13] grâce à l'adoption dans l'agriculture, la fabrication, le commerce de détail et d'autres secteurs de l'économie. L'augmentation de la productivité des entreprises est un élément clé de l'impact de la numérisation, l'adoption accrue de technologies étant associée à des augmentations de productivité du travail allant jusqu'à 2 % au Ghana, au Kenya, au Malawi et au Sénégal. Un bénéfice significativement plus élevé a été constaté pour les entreprises informelles.[14] Comprendre comment les changements technologiques impactent un secteur permet d'identifier les innovations qui créent des emplois et améliorent la productivité en créant de nouvelles tâches et des gains d'efficacité par travailleur plutôt qu'en supprimant des emplois par l'automatisation.[15]

L'adoption de la 5G à elle seule devrait bénéficier à la plupart des secteurs de l'économie, ajoutant près de 0,37 % au PIB en 2030.[16] La large couverture permise par la 5G en bande basse sera essentielle pour conduire la transformation numérique des secteurs agricole et manufacturier, en permettant des applications IdO telles que les solutions d'agriculture intelligente, les usines intelligentes, les villes intelligentes et les réseaux intelligents.[17] Pour que l'économie réalise ces gains, l'environnement politique et réglementaire doit être suffisamment favorable.

Il existe une opportunité de tirer davantage parti du secteur mobile en Éthiopie grâce à des actions politiques et réglementaires qui peuvent soutenir les investissements futurs dans les infrastructures mobiles et consolider les gains déjà réalisés en matière d'inclusion numérique et financière. Si des réformes politiques audacieuses sont mises en œuvre, le secteur mobile peut soutenir un impact économique plus important grâce à un accès, une adoption et une utilisation accrus des technologies numériques.

13 Les TIC sont un terme couramment utilisé depuis 2 décennies. Plus récemment, le terme « numérique » est utilisé pour désigner à la fois les TIC et l'ensemble plus large des technologies et entreprises numériques.
14 Cirera X., Comin D. et Cruz M., 2022, Bridging the Technological Divide: Technology Adoption by Firms in Developing Countries.
15 Acemoglu D. Johnson, S., 2023, Power and Progress: Our Thousand-Year Struggle Over Technology and Prosperity.
16 GSMA, 2023, Mobile Economy Africa.
17 GSMA, 2023, Socio-Economic Benefits of 5G: The importance of low-band spectrum.

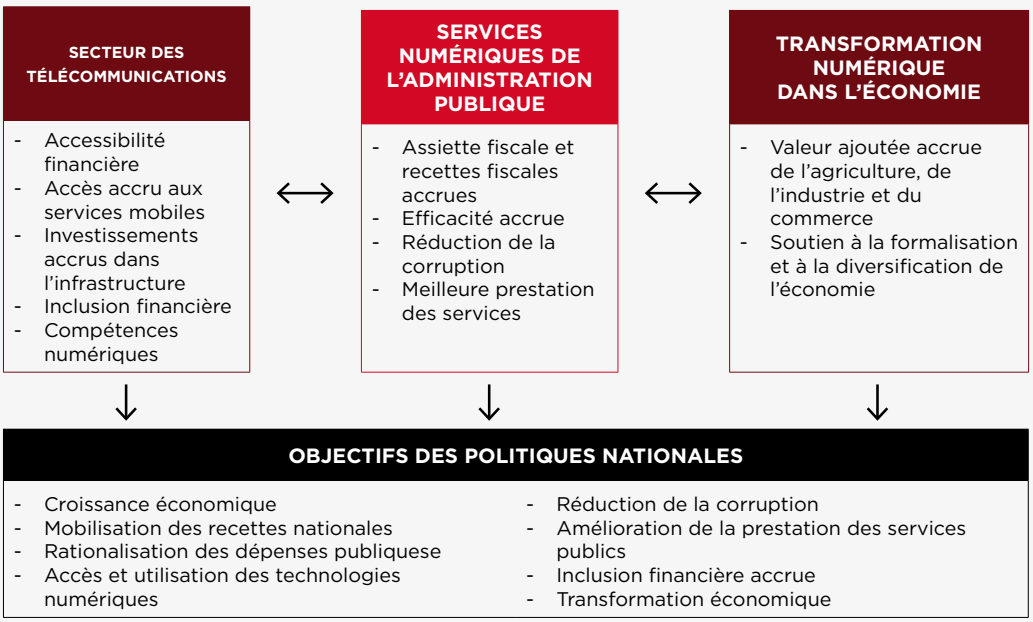
D. CETTE ÉTUDE

Cette étude examine le rôle des technologies numériques dans la transformation économique de l'Éthiopie. Le point de départ est une analyse de la manière dont les technologies numériques peuvent stimuler le développement socio-économique grâce à une productivité accrue et à la création d'emplois, ainsi que la manière dont elles peuvent améliorer l'efficacité du gouvernement et des services publics.

Elle identifie les opportunités et quantifie la valeur économique de l'adoption des technologies numériques dans des secteurs spécifiques de l'économie. Elle explique comment celles-ci peuvent être débloquées par des réformes politiques, en reconnaissant le rôle du secteur des télécommunications mobiles dans le soutien à la numérisation.

Ces scénarios de réforme politique sont utilisés pour modéliser les impacts quantitatifs potentiels de la numérisation sur chaque secteur. L'impact sur l'adoption et l'utilisation se répercute sur les autres secteurs de l'économie. Cela est résumé dans la figure 3 et plus de détails sont fournis dans la section 5 du rapport.

Figure 3: Liens de l'économie numérique avec les politiques



Source: Synthèse des auteurs.

Les sections suivantes examinent comment la numérisation affecte les résultats dans certains des secteurs clés de l'économie. Elle est organisée comme suit :

- La section 3 traite de la numérisation de l'économie éthiopienne et explore comment elle peut avoir un impact positif sur la productivité, la croissance économique et la création d'emplois. L'impact économique potentiel de la numérisation est estimé pour chaque secteur, sur la base des réformes politiques détaillées plus loin dans le rapport.
- La section 4 se concentre sur le secteur des télécommunications mobiles, en évaluant sa performance en termes d'infrastructures, d'accès et d'adoption des services numériques et du mobile money. Elle identifie certains défis politiques importants et quantifie l'impact de chaque scénario de réforme politique.
- La section 5 résume les réformes politiques et réglementaires que le gouvernement, l'Autorité éthiopienne des communications, la NBE et d'autres autorités compétentes pourraient entreprendre pour soutenir le développement des télécommunications mobiles, du mobile money et du processus de transformation numérique plus large.



3. Transformation Numérique de l'Économie Éthiopien



A. APERÇU DU PAYS : ÉTHIOPIE

L'Éthiopie compte une population d'environ 127 millions de personnes et figure parmi les économies connaissant la croissance la plus rapide au monde.[18] L'objectif du gouvernement est d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'ici 2025.[19] Le modèle de développement éthiopien, dirigé par l'État et fortement axé sur l'investissement public, a soutenu des taux de croissance annuels de près de 10 % entre 2004 et 2018, entraînant des progrès significatifs en matière de réduction de la pauvreté. Ces dernières années, le pays a connu des déséquilibres macroéconomiques et plusieurs chocs qui ont ralenti la croissance et renouvelé l'attention portée à la transformation structurelle et à la croissance de la productivité.[20] En juillet 2024, le gouvernement a obtenu un ensemble important de prêts et de subventions auprès du FMI et de la Banque mondiale. Le gouvernement a annoncé, au même moment, des réformes économiques majeures dans le secteur financier, le commerce et la politique budgétaire.[21]

Tableau 1: Éthiopie – Indicateurs clés 2023

Produit intérieur brut (ETB)	8.7 trillion
Produit intérieur brut (USD)	164 billion
Croissance du PIB (annuelle)	6.5%
RNB par habitant (méthode Atlas, USD courants)	1,130
Taux de mortalité infantile (pour 1 000)	34*
Taux de scolarisation, primaire	85.5%
Espérance de vie (années)	66*
Population, dont % de population rurale	127 million, 77%
APD nette reçue (% du RNB)	3.9%*
Number of 3G+ connections	40 million
3G and 4G network coverage (% pop)	98% and 33%

Données pour 2023, sauf 2022 si indiqué *.

Source: World Bank World Development Indicators, GSMA Intelligence.

Les technologies numériques et mobiles ont déjà apporté des bénéfices économiques et sociaux significatifs en Éthiopie. L'accès à Internet mobile s'est considérablement amélioré au cours des dix dernières années, avec des réseaux 3G couvrant 98 % de la population en 2023 et une couverture 4G de 33 %.

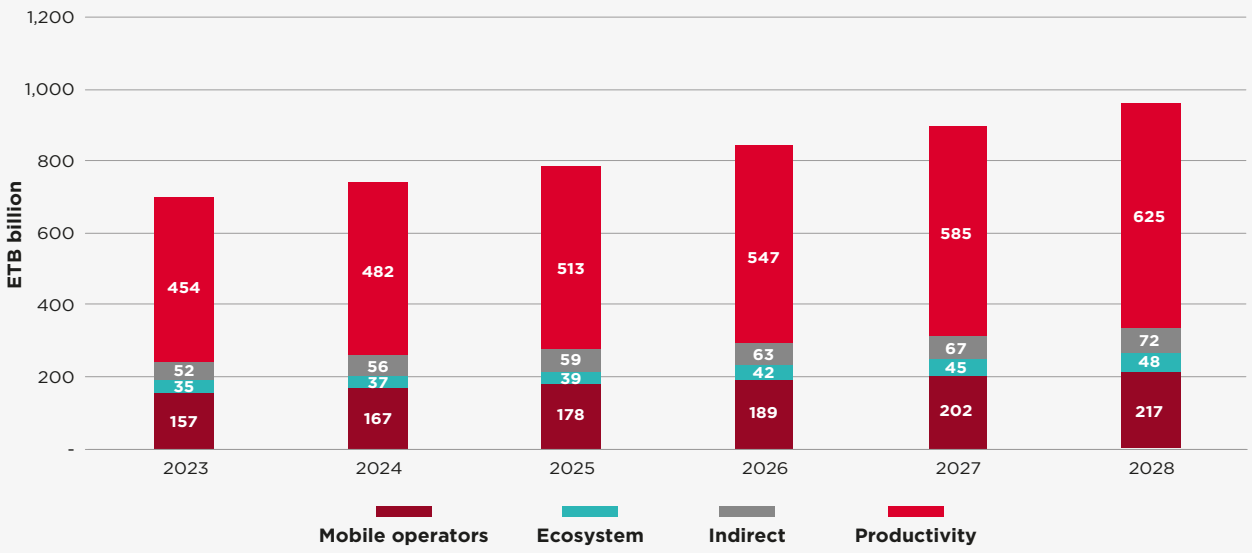
En 2021, l'Éthiopie a connu une pénétration de 46 % des comptes financiers au sein de la population, portée par une pénétration relativement élevée des institutions financières traditionnelles.[22] **services de vente mobile ont été lancés plus récemment que dans de nombreux autres pays de la région. La pénétration de l'argent mobile est donc encore relativement faible mais continue de croître.**

Au cours des cinq années suivant le lancement de Digital Ethiopia 2025 et le début du programme de réforme des télécommunications, le nombre de personnes couvertes par les réseaux 3G a augmenté de 50 %, tandis que la couverture des réseaux 4G a été multipliée par 8.

En conséquence, le secteur mobile apporte une contribution significative à l'économie éthiopienne. On estime qu'en 2023, le secteur des télécommunications a contribué près de 700 milliards ETB (8 % du PIB) à l'économie éthiopienne, en tenant compte des impacts sur l'écosystème, les indirects et la productivité . De plus, cela a généré 57 milliards d'ETB en impôts.

18 Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale. À noter, l'Agence centrale des statistiques d'Éthiopie rapporte des chiffres légèrement inférieurs.
19 PNUD, décembre 2022, Éthiopie 2030 : un pays transformé ? Options pour une nouvelle génération de réformes.
20 Banque mondiale, Éthiopie CCDR 2024 et aperçu du pays.
21 National Bank of Ethiopia, July 2024, Foreign Exchange Directive No. FXD/01/2024.
22 World Bank, 2021, Global Findex Database.

Figure 4: Direct, indirect and productivity impacts of mobile in Ethiopia, 2023-2028, ETB

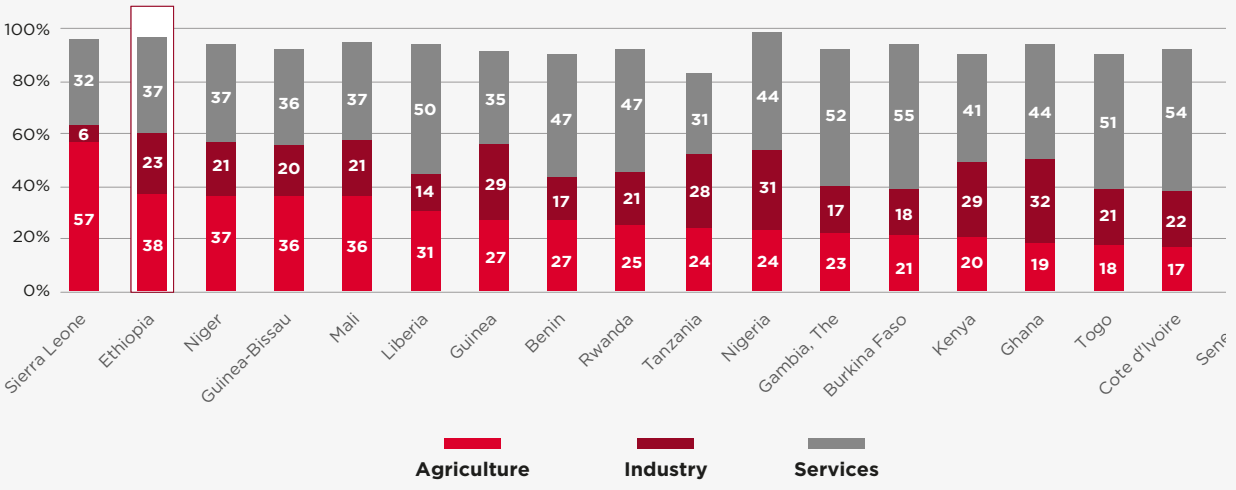


Source: GSMA Mobile Economy SSA, IMF WEO and authors calculations.

B. L'ÉCONOMIE DE L'ÉTHIOPIE

L'agriculture reste la colonne vertébrale de l'économie éthiopie, contribuant à plus de 37 % du PIB et employant 63 % de la population. La plupart des exportations éthiopiennes sont des produits agricoles, le café, le thé et les épices représentant près de 50 % des exportations, suivis d'autres exportations agricoles telles que les légumes, fruits et plantes.23 L'industrie manufacturière et l'industrie représentent 22 % du PIB, tandis que les services contribuent à plus de 36 % du PIB.

Figure 5: Composition du PIB par secteur en Éthiopie et dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, 2022

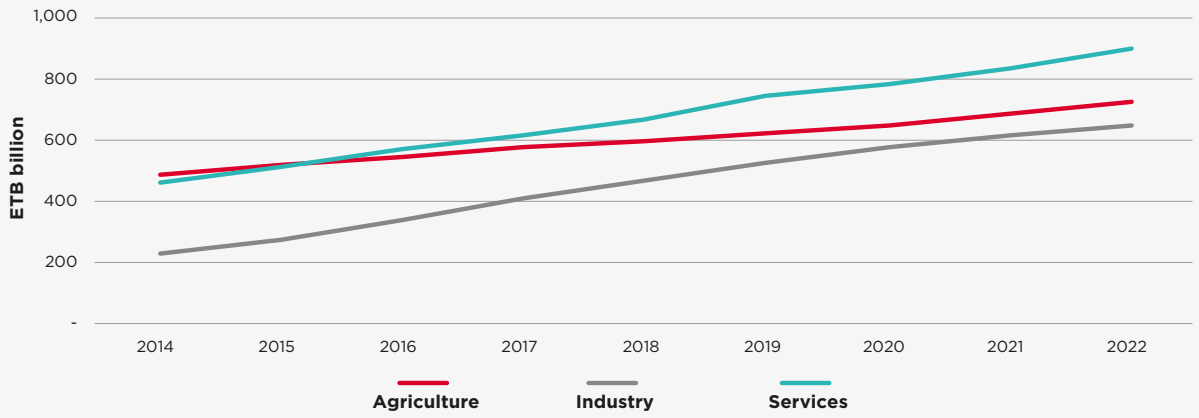


Source: Indicateurs du développement.

23 Économie du trading.

L'Éthiopie a une part plus importante de l'agriculture dans le PIB que la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne. Cependant, la croissance de la valeur ajoutée agricole a ralenti par rapport à l'industrie et aux services au cours des dix dernières années.

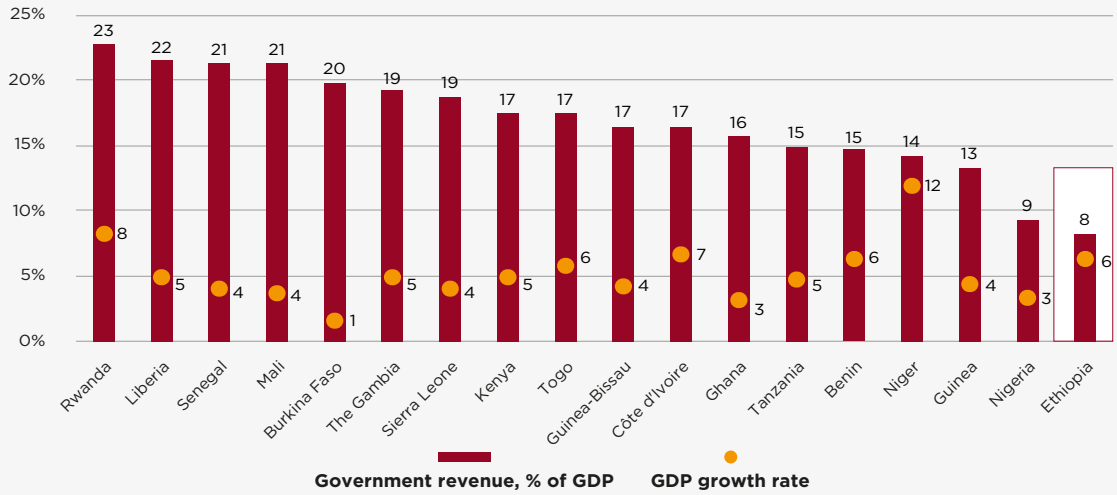
Figure 6: Évolution de la valeur ajoutée en Éthiopie par secteur, 2014-2022



Source: Indicateurs du développement mondial. ETB 2015

L'économie éthiopienne a atteint un taux de croissance du PIB bien plus élevé que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne au cours des 10 années jusqu'en 2019, avec une croissance moyenne de 10 % sur les 5 ans jusqu'en 2023.[24] Cependant, cette croissance dépendait d'un fort niveau de dépendance aux sources de financement externes. Les recettes publiques sont restées très limitées, à seulement 8 % du PIB. En conséquence, le plan décennal du gouvernement vise à réformer la politique fiscale et la réglementation, à moderniser le système fiscal et l'administration, et à réformer la structure fiscale pour augmenter le revenu intérieur brut de 395 milliards ETB à 3,9 trillions ETB.[25]

Figure 7: Recettes gouvernementales et croissance du PIB en Éthiopie et dans d'autres pays en SSA, 2023



Source: Indicateurs du développement mondial.

24 FMI, 2024, Perspectives économiques mondiales.
25 Gouvernement de l'Éthiopie, 2020, Plan de développement des 10 ans 2021-2030.

C. STRATÉGIES ÉCONOMIQUES ET NUMÉRIQUES ÉTHIOPIENNES

Le gouvernement éthiopien a adopté une série de stratégies et programmes clés en matière d'économie et de développement, notamment :

(a) **Le HGER, qui a débuté en 2019** (Phase 1) et a depuis été mis à jour en juillet 2024 (Phase 2) :

- Établir un cadre politique macroéconomique moderne et solide qui soutienne et assure la stabilité, la résilience et la durabilité
- Transformer l'environnement d'investissement et de commerce afin de renforcer la compétitivité et de promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat
- Accroître la capacité productive et la croissance de la productivité en augmentant les investissements et en libérant le potentiel de croissance économique
- Améliorer la capacité du secteur public afin d'accroître la capacité du gouvernement à garantir la qualité et l'efficacité dans la prestation des services

(b) Le **Plan de développement sur 10 ans (2021 à 2030),** qui fournit une feuille de route pour améliorer le bien-être de la société en améliorant le niveau de vie et la qualité de vie des Éthiopiens.

Le HGER et le Plan de développement décennal couvrent tous deux plusieurs mesures visant à accroître la stabilité macroéconomique, dont certaines ont déjà été mises en œuvre, comme la réforme des devises étrangères,[26] ainsi que d'autres réformes structurelles, notamment l'élargissement du rôle et de la participation du secteur privé à l'économie et la privatisation des grandes entreprises publiques. Au niveau des réformes sectorielles, l'augmentation de la productivité agricole et manufacturière est une priorité clé, ainsi que l'initiation du développement minier et une promotion accrue du tourisme.

En se concentrant sur l'amélioration de la croissance et la réduction de la pauvreté, le gouvernement vise à rééquilibrer la qualité de la croissance, passant de l'investissement dirigé par le secteur public vers une croissance plus dynamique dirigée par le secteur privé, et à réduire la dépendance aux sources de financement externes telles que la dette et l'aide.

26 Banque nationale d'Éthiopie, 29 juillet 2024, communiqué de presse : La Banque nationale d'Éthiopie annonce une réforme du régime des changes avec effet immédiat.

Le HGER et le Plan de développement sur 10 ans ont tous deux l'économie numérique comme pilier clé, proposant des réformes et des objectifs tels que résumés ci-dessous :

Gouvernements d'Éthiopie : Phases 1 et 2 du HGER ;et Plan de développement décennal 2021 - 2030 - Résumé des mesures de l'économie numérique	
Phase 1 de la réforme économique locale (2020)	Un pilier clé est les TIC et l'économie numérique, avec des mesures de réforme clés : • E-Gouvernement • Utiliser les TIC pour renforcer la facilité de faire des affaires et étendre la prestation de services (par exemple, éducation, santé, services de vulgarisation agricole) • Le commerce électronique et la numérisation des secteurs financier et logistique, y compris l'écosystème des paiements numériques et promouvoir les transactions électroniques. • Étendre les infrastructures TIC à travers tout le pays et garantir leur accessibilité, notamment en accélérant l'agenda de réforme des télécommunications, le système d'identification numérique et le parc ICT • Investir dans la littératie TIC et les formations avancées • L'environnement réglementaire et commercial pro-innovation et TIC, y compris des approches réglementaires en mode bac à sable, facilite l'accès à des sources de financement alternatives et au capital de risque pour les start-ups technologiques • Promouvoir l'exportation de services informatiques et de BPO Mise en œuvre dirigée et supervisée par le ministère des Finances, coordonnant par le biais du Comité macroéconomique relevant du Premier ministre.
Phase 2 de la réforme économique locale (2024)	Réformes du secteur des technologies numériques et des gouvernements : • Terminer le déploiement du programme national d'identification numérique • Continuer à diversifier et à améliorer la couverture et la qualité des systèmes de paiement numérique • Améliorer les compétences numériques et le développement des infrastructures • Mener une évaluation coordonnée et centralisée de la cybersécurité de l'Éthiopie • Développer un environnement politique et réglementaire favorable aux startups numériques, et promouvoir le financement des startups et entreprises numériques • Exploitez les plateformes numériques pour mettre en relation des travailleurs qualifiés avec des entreprises • Renforcer l'environnement politique et réglementaire permettant aux startups technologiques de proposer leurs services à l'international • Établir un environnement propice à l'externalisation offshore vers l'Éthiopie, y compris les centres de données et d'appels • Instaurer un environnement favorable au commerce électronique • Promouvoir l'adoption d'outils numériques par les PME à travers des incitations et initiatives ciblées • Déployer des initiatives stratégiques de gouvernement électronique pour apporter efficacité et efficacité à la prestation des services publics • Construire un système de service civil numérique
10 Year Development Plan 2021 - 2030	Plan de développement et feuille de route sur 10 ans, supervisés par le Ministère de la Planification et du Développement, afin d'améliorer le bien-être de la société en améliorant le niveau de vie et la qualité de vie. La capacité technologique et l'économie numérique sont l'un des 10 piliers, avec 8 objectifs : alimentation et agriculture, santé, éducation, croissance économique et inclusion, infrastructures résilientes et innovation, réduction des inégalités et développement durable. Dans le cadre du plan d'innovation et de développement de la recherche, il fixe des objectifs tels que : • Développer les infrastructures • Renforcement de la capacité et de la prestation de services • Renforcer les capacités en ressources humaines • 95 % des établissements publics couverts par un système de réseau électronique gouvernemental augmentent le nombre de services publics fournis électroniquement de 176 à 2 500 • Augmenter le nombre d'institutions utilisant le service de marketing électronique à 3 500 en augmentant la couverture du service électronique de 2 % à 85 % • Augmenter l'accès aux services mobiles et Internet de 37,2 % et 18,6 % respectivement à 100 % • Développer et renforcer les entreprises d'innovation et de développement technologique • Augmenter la part des emplois du secteur privé dans les domaines de la technologie et de la numérisation de 50 % à 80 %

Source: Résumé des auteurs des sections pertinentes sur l'économie numérique des phases 1 et 2 du HGER, ainsi que du Plan de développement quinquennal 2021 – 2030.[27]

27 Gouvernement éthiopien, 2020, Un programme de réforme économique interne : un chemin vers la prospérité.

En 2020, le gouvernement a publié la stratégie Digital Ethiopia 2025, qui identifiait 4 voies numériques ainsi que des projets à court, moyen et long terme, comme résumé ci-dessous :

Résumé de Digital Ethiopia 2025		
Voies numériques	**Voie 1 : Libérer la valeur de l'agriculture** • Construire une plateforme agricole numérique • Soutenir et encourager l'entrepreneuriat agro-tech **Voie 2 : La prochaine version des chaînes de valeur mondiales dans la fabrication** • Permettre l'adoption et la création de nouvelles technologies de communication dans les parcs industriels • Améliorer la gestion logistique numériquement habilitée	**Parcours 3 : Construire les services informatiques** • Fournir des infrastructures à des centres de talents à fort potentiel • Reformuler et opérationnaliser le parcinformatique pour attirer les principaux services d'externalisation des processus métier **Parcours 4 : Le numŽrique comme moteur de la compŽtitivitŽ touristique** • Mettre en place une task force sur la numérisation du tourisme • Stratégies ciblées de marketing digital pour le tourisme • Renforcer la capacité numérique des PME touristiques
Projets prioritaires à court terme (18 mois)	**Libérez l'économie numérique en renforçant les infrastructures de connectivité existantes** • Libéralisation du secteur des télécommunications et réforme du secteur des télécommunications • Déréglementer le marché de l'assemblage et de la fabrication des téléphones mobiles afin d'accroître l'accessibilité et de garantir l'accessibilité • Construire une colonne vertébrale gouvernementale et moderniser/moderniser WoredaNet • Mettre en place l'accès universel et créer le fonds d'accès universel **Développer des systèmes favorables qui renforcent davantage l'économie numérique** • Introduire une carte d'identité numérique nationale • Renforcer la cybersécurité : accéder à l'état actuel et développer des campagnes de sensibilisation et des formations • Élaborer des réglementations pour la monnaie mobile	**Faciliter les interactions numériques entre le gouvernement, le secteur privé et les citoyens** • E-Gouvernance - approche centrée sur l'humain pour la conception de portails, pilotage des transactions électroniques • Le commerce électronique adopte des politiques et des réglementations pour permettre des séances électrotoniques et lancer des projets pilotes de paiement numérique dans le commerce électronique **Renforcer l'écosystème numérique** • Programmes de littératie numérique et de compétences numériques écoles, universités, gouvernement • Réforme des politiques et de la réglementation - promouvoir les services d'incubateur et formaliser l'engagement gouvernemental avec le secteur privé des TIC
Mid to long term projects (3 - 5years)	**Libérez l'économie numérique en renforçant les infrastructures électriques existantes** • Améliorer la fiabilité énergétique et créer un environnement favorisant l'investissement du secteur privé • Mettre pleinement en œuvre l'EEE : Réguler le secteur de l'énergie • Adopter le Code d'exploitation 2016 : guider et fournir des règles au secteur privé • Participation au secteur de l'énergie **Développer la logistique du commerce électronique par des mesures politiques, attirer des investissements dans les infrastructures et renforcer les capacités du secteur.**	**Renforcer l'écosystème numérique** • Améliorer l'environnement réglementaire Impact sur l'investissement • Faciliter l'investissement dans le secteur des technologies de l'information • Développer une bourse éthiopienne

Ensemble, le HGER et le Plan de développement décennal ont fourni un cadre directeur pour le gouvernement en matière de politique, de réformes réglementaires et de programmes en matière d'économie numérique. Un élément clé de cette décision a été la promulgation et la mise en œuvre de la Proclamation du Service des Communications n° 1148/2019, qui :

- **Introduit un nouveau cadre réglementaire pour le secteur des télécommunications conforme aux normes internationales**, incluant des directives couvrant les licences, le spectre, les chiffres, l'interconnexion, la concurrence, la vente en gros, les tarifs de détail, la protection des consommateurs,
- **Créée par l'Autorité éthiopienne des communications** (ECA) - un organisme de régulation indépendant distinct du Ministère de l'Information et des Communications et d'Ethio Telecom,
- **A ouvert le secteur à la concurrence et à l'investissement étranger grâce à l'octroi de nouvelles licences unifiées neutres technologiquement** à Ethio Telecom (l'ancien titulaire de licence monopolisé dont la privatisation partielle est prévue) et Safaricom Ethiopia, le deuxième licencié attribué par processus d'enchères à un consortium international – le Partenariat mondial pour l'Éthiopie – en juillet 2021
- Introduction d'une nouvelle **politique et un fonds d'accès et de services universels**.[28]

28 Proclamation du service des communications n° 1148-2019.

Cela est complété et rendu possible par le **projet Ethiopia Digital Foundations (2021 – 2026), un projet de 200 millions de dollars financé et soutenu par la Banque mondiale**, et mis en œuvre par le ministère des Finances et du Développement économique (MFED) et le ministère de l'Innovation et de la Technologie (MinT). Les composantes du projet comprennent :

- Économie numérique – renforcer l'environnement juridique et réglementaire favorable, y compris la privatisation partielle d'Ethio Telecom, le renforcement de la CEA, le soutien au développement de politiques de l'économie numérique MinT et un programme d'identification numérique,
- Gouvernement numérique et connectivité – y compris le portail gouvernemental numérique, les compétences en gouvernement numérique, la connectivité haut débit ciblée pour les établissements publics et éducatifs,
- Entreprises numériques et entrepreneuriat, incluant des subventions et subventions de co-investissement aux startups, soutien à MinT pour la mise en œuvre de la stratégie de transformation numérique 2025.[29]

Dans le secteur des services financiers, conformément à HGER, le NBE a adopté un **programme de numérisation pour l'inclusion financière et les paiements comme pilier clé des stratégies et plans ces dernières années, y compris la stratégie nationale de paiements numériques 2021 – 2024** résumée ci-dessous :



Source: NBE.

Les réformes incluent la **délivrance de licences Telebirr (le service de monnaie mobile d'Ethio Telecom) et M-Pesa (le service de monnaie mobile de Safaricom Ethiopia) avec des licences d'émetteur d'instruments de paiement (PII) en 2021 et 2023** respectivement.

Le Plan stratégique actuel du NBE 2023 – 2026 poursuit cette dynamique avec son troisième objectif stratégique : l'inclusion financière, l'approfondissement et la numérisation, incluant la mise en œuvre de la Stratégie nationale de paiements numériques, l'utilisation de bacs à sable réglementaires et la fixation d'objectifs visant à augmenter le volume et la valeur des paiements numériques et des services financiers d'une base de 750 millions à 6 milliards de transactions, et de 4 trillions ETB à 17,5 trillions ETB.[30] D'autres objectifs stratégiques, alignés avec la Phase 2 du HGER, conduisent à des réformes macroéconomiques et financières significatives des services, notamment le change et l'ouverture prévue du secteur bancaire aux investisseurs internationaux.[31]

29 Voir l'état actuel - Mise en œuvre du document de la Banque mondiale et rapport d'état de l'état de la Banque mondiale mai 2024.
30 Banque nationale d'Éthiopie, 2023, Réaliser nos objectifs de stabilité : Plan stratégique du NBE pour 2023-26.
31 Reuters, 14 juin 2024, l'Éthiopie autorise les banques étrangères à créer des filiales locales.



D. L'IMPACT ÉCONOMIQUE POTENTIEL DE LA NUMÉRISATION EN ÉTHIOPIE

Cette section estime les impacts macroéconomiques de la numérisation accrue en Éthiopie pour chaque secteur clé de l'économie , sur la base de recherches académiques et politiques ainsi que de données sur l'économie de l'Éthiopie. Ces impacts reflètent les voies numériques de transformation économique et sont cartographiés sur les objectifs stratégiques du gouvernement, tels qu'énoncés

Les objectifs politiques, les impacts de la numérisation par secteur et leurs relations sont présentés dans le tableau 2, ainsi que les preuves utilisées pour les quantifier. Le document méthodologique distinct accompagnant ce rapport contient plus de détails sur la méthodologie et l'examen des preuves. [32]

Tableau 2: Cartographier la numérisation des objectifs politiques et estimer l'impact

Sector	Policy objectives	Outcomes of digitalisation	Impact relationship	Evidence rule
Agriculture	Développement agricole et amélioration de la productivité agricole, accès aux marchés, augmentation et diversification de la production	Agriculture de précision, information ciblée, meilleur accès aux marchés	Accès des agriculteurs aux technologies→ amélioration de la productivité et des revenus	L'accès aux technologies et à l'agriculture de précision augmente les rendements agricoles de 10,5 % à 20 % et les bénéfices jusqu'à 23 %
Industrie manufacturière	Diversifier et développer l'industrie manufacturière, attirer les IDE, accroître les exportations technologiques	Développer les capacités manufacturières, diversifier la production, augmenter les IDE et les exportations	Adoption des nouvelles technologies par les entreprises →hausse de la productivité, du PIB	L'application de l'IIoT (Internet industriel des objets) et de l'Industrie 4.0 augmente la valeur ajoutée de 15 % à 25 %
Transport	Améliorer les échanges commerciaux, développer les infrastructures de transport et de logistique, renforcer la compétitivité des ports	Réduction des coûts de transaction et de logistique, des retards aux frontières et des pertes fiscales. Accroît la productivité et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM)	Plateformes numériques et infrastructures → augmentation de la productivité, de la capacité portuaire et du PIB	La modernisation des transports augmente les revenus de 10 %. La numérisation des ports réduit les coûts logistiques de 15 % à 25 %. Les douanes numériques augmentent les recettes de 54 % en 5 ans
Commerce	Diversification économique, renforcement du commerce et des exportations	Amélioration des flux commerciaux, croissance du commerce électronique et des exportations de services TIC et de services numériques	Commerce numérique→ intégration accrue dans la ZLECAf, développement du commerce électronique et des exportations de services	Potentiel d'augmentation de la valeur du commerce électronique à 15 % du PIB et des exportations de services TIC à 7 % du PIB
Santé	Accroître l'accès aux soins de santé, améliorer le bien-être, augmenter la productivité du secteur de la santé	Télémédecine, dossiers médicaux numériques, paiements numériques des cotisations d'assurance améliorant l'accès aux soins et la productivité	Santé numérique → amélioration de l'accès aux services de santé et de la productivité	Les solutions de santé numérique permettent aux médecins d'augmenter le nombre de consultations de 30%
MPME	Renforcer la compétitivité et la formalisation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME)	Amélioration des bénéfices des MPME. Facilitation de l'enregistremenr des entreprises, de l'accès au financement et aux contrats formels	Accès des MPME au umérique→augmentation des revenus et de la formalisation	L'adoption des technologies est associée à une augmentation de la productivité du travail de 2% à 4% dans les petites entreprises
Government	Renforcer la mobilisation des recettes intérieures, lutter contre la corruption et améliorer la prestation des services publics	Augmentation des recettes fiscales et économies dans les dépenses publiques grâce à un meilleur ciblage, à une plus grande transparence et à la réduction de la corruption	Adoption du mobile money, des paiements P2G (citoyen vers gouvernement) et G2P (gouvernement vers citoyen) →augmentation du PIB, des recettes fiscales et réduction des pertes	L'adoption du mobile money augmente les recettes fiscales de 12 % en moyenne. L'identité numérique pour la protection sociale réduit les fuites de 41 % à 47 %

Note: Pour plus de détails et de références, voir le document méthodologique distinct qui accompagne ce rapport.[33]

32 GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie.
33 GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie.

Impact de la numérisation sur le secteur agricole en Éthiopie

Augmenter la productivité et stimuler la production agricole sont des priorités clés pour le gouvernement, étant donné que l'agriculture reste le principal contributeur à l'économie éthiopienne, employant plus de 60 % de la main-d'œuvre du pays.[34] priorités clés identifiées dans la stratégie agricole Digital Ethiopia 2025 incluent la construction d'une plateforme agricole numérique ainsi que le soutien et l'incitation à l'entrepreneuriat agro-tech.

La numérisation peut soutenir la diversification de la production de cultures alimentaires, ainsi qu'améliorer la productivité agricole. Ces deux éléments peuvent être améliorés grâce à des outils d'information et de formation en ligne, des informations en temps réel sur les cultures et les conditions météorologiques, ainsi que par l'agriculture de précision fournie par des outils numériques. Les progrès récents permettent de fournir des conseils plus efficaces aux agriculteurs grâce à l'utilisation de big data, de GPS, de drones et de communications à haute vitesse. Il a été démontré que l'information, combinée à l'accès à l'engrais, augmente les rendements agricoles de 20 % et les bénéfices de 23 %.[35]

En Éthiopie, Safaricom a lancé un produit destiné à fournir aux petits exploitants un financement basé sur les données avec l'assurance, en partenariat avec Green Agro-Solution PLC. Le produit, également appelé « Lersha », permet aux petits agriculteurs d'acheter des intrants agricoles afin d'augmenter la productivité et les revenus. Lersha propose également des services numériques permettant aux petits agriculteurs d'accéder aux intrants agricoles, de louer des services de mécanisation et de recevoir conseils, crédits et assurances via leur centre d'appels interne, leur application mobile et leurs agents.[36]

Les politiques décrites à l'article 4 augmenteraient l'accès et l'adoption de la technologie mobile par les agriculteurs, en particulier les petites échelles, et auraient donc un impact positif sur le niveau de numérisation des chaînes de valeur agricoles. Nous estimons que 30 millions de personnes supplémentaires adoptant les technologies mobiles augmenteraient la productivité agricole, à mesure que les applications décrites ci-dessus seraient davantage utilisées et **pourraient donc ajouter 130 milliards ETB à la valeur ajoutée agricole,** soit 3,1 % de la valeur ajoutée totale du secteur d'ici 2028. Cela entraînerait un emploi supplémentaire dans l'agriculture d'environ 1,5 million de personnes d'ici 2028 et 11 milliards ETB de recettes fiscales supplémentaires générées par le secteur.

Tableau 3: Impacts potentiels d'une numérisation accrue de l'agriculture en Éthiopie en 2028

Ajout de valeur agricole numérique (ETB billion)	134
% PIB sectoriel	3.1%
% du PIB	1.1%
Emploi	1,500,000
Recettes fiscales (ETB milliards)	11

ETB 2023 constant. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[37]

Impact de la numérisation sur l'industrie en Éthiopie

Le sous-secteur manufacturier en Éthiopie est en grande partie agroalimentaire et il existe un grand potentiel de croissance grâce à la diversification, à l'augmentation de la production industrielle, à l'augmentation de la R&D et à la promotion de la transformation locale et de la valeur ajoutée. De plus, les technologies numériques peuvent soutenir les plans du gouvernement visant à augmenter les exportations manufacturières de 13 % en 2019 à 48 % en 2030.[38]

34 Indicateurs de développement mondial.
35 Arouna et al. 2020, Une taille unique pour tous ? Preuves expérimentales sur la prestation numérique de conseils personnalisés en extension au Nigeria.
36 GSMA.
37 GSMA, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie, mai 2024.
38 Gouvernement de l'Éthiopie, 2020, Plan de développement des 10 ans 2021-2030.

Le secteur des télécommunications mobiles soutient le développement de capacités de fabrication avancées en Éthiopie. Les entreprises éthiopiennes pourraient bénéficier des technologies Industry 4.0 en adoptant des technologies numériques avancées, telles que l'informatique en nuage, l'impression 3D, l'analyse de big data et l'IA. L'automatisation en usine grâce à la technologie IoT cellulaire optimise les processus de fabrication avec une efficacité accrue, moins d'erreurs humaines, une fiabilité et une sécurité accrues et des temps d'arrêt réduits. Des capacités de fabrication accrues peuvent conduire à une meilleure intégration dans les GVC, une réduction de la concentration des produits et des marchés, ainsi qu'un renforcement des liens avec des marchés spécialisés.[39] Dans un large éventail de secteurs, la mise en œuvre des technologies Industry 4.0 a permis de réduire les temps d'arrêt des machines de 30 à 50 %, d'augmenter le débit de 10 à 30 %, d'améliorer la productivité du travail de 10 à 30 %, et de prévisions 85 % plus précises.[40] L'application des appareils IoT dans la seule fabrication pourrait augmenter la productivité manufacturière de 10 à 25 % et la valeur ajoutée de 20 %.[41] Les industries extractives peuvent augmenter les rendements minéraux jusqu'à 10 % grâce à l'adoption de l'IoT, des capteurs à distance et d'autres technologies numériques.[42]

Les entreprises étrangères jouent un rôle important dans le renforcement de la capacité industrielle et l'accélération de la croissance de la production locale. Ils sont attirés par des pays disposant d'infrastructures de connectivité solides et d'un écosystème numérique florissant. L'Éthiopie a réussi à mobiliser les flux d'IDE par rapport à d'autres pays d'Afrique subsaharienne ces dernières années. **Cependant, elle pourrait attirer davantage d'investissements en favorisant la transformation numérique dans le secteur industriel et en garantissant que le secteur manufacturier ait un accès accru aux technologies numériques et aux compétences associées.**

Les politiques décrites à l'article 4 augmenteraient le niveau de numérisation du secteur manufacturier. On estime qu'un accès supplémentaire de 30 millions de personnes à la technologie mobile augmenterait **l'adoption de technologies plus avancées dans le secteur manufacturier. Cela pourrait potentiellement ajouter 108 milliards ETB en valeur ajoutée à l'industrie,** soit 3,7 % du total du sous-secteur valeur ajoutée d'ici 2028. Cela entraînerait environ 180 000 emplois supplémentaires d'ici 2028 et 9 milliards ETB de recettes fiscales supplémentaires issues de l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie.

Tableau 4: Impacts potentiels d'une digitalisation accrue de l'industrie en Éthiopie en 2028

Valeur ajoutée (ETB milliard)	108
% PIB sectoriel	3.7%
% du PIB	0.9%
Emploi	180,000
Impôt (ETB milliard)	9

ETB 2023 constant. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[43]

Impact de la numérisation sur le secteur des transports et de la logistique en Éthiopie

Le sous-secteur des transports et de la logistique est l'un des principaux sous-secteurs habilitant l'industrie manufacturière éthiopiene. C'est également un intrant essentiel dans le secteur agricole et cela favorise une meilleure intégration dans les CVC. La numérisation de la colonne vertébrale du transport et des procédures frontalières faciliterait la logistique, le commerce et renforcerait la connectivité des flux commerciaux internationaux.

39 Banque mondiale, 2020, Rapport sur le développement mondial.
40 McKinsey, 2022, Capturer la véritable valeur de l'Industrie 4.0.
41 Service européen de recherche au Parlement européen, septembre 2015, Industrie 4.0 : Numérisation pour la productivité et la croissance.
42 McKinsey, 2023 – voir revue méthodologique.
43 GSMA, Driving digital transformation of African economies Evidence and methodology document, May 2024.

L'innovation numérique peut également jouer un rôle important dans la mise en place de systèmes de transport et de mobilité efficaces et efficaces dans les villes. Cela inclut les systèmes SIG qui soutiennent le développement de systèmes de transport multimodaux à la collecte et l'analyse en temps réel des informations de circulation, la signalisation intelligente et la collecte automatisée des tarifs pour le stationnement et les transports en commun.

Les politiques décrites dans ce rapport augmenteraient la numérisation du secteur des transports, accéléreraient les chaînes d'approvisionnement et réduiraient les coûts de transaction. Cela pourrait potentiellement ajouter 24 milliards ETB à Valeur ajoutée du transport, équivalente à 4,6 % de la valeur ajoutée totale du sous-secteur d'ici 2028. Cela entraînerait un emploi supplémentaire dans le transport de 130 000 personnes d'ici 2028 et 2 milliards ETB de recettes fiscales supplémentaires issues de l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie.

Tableau 5: Impacts potentiels d'une numérisation accrue des transports en Éthiopie en 2028

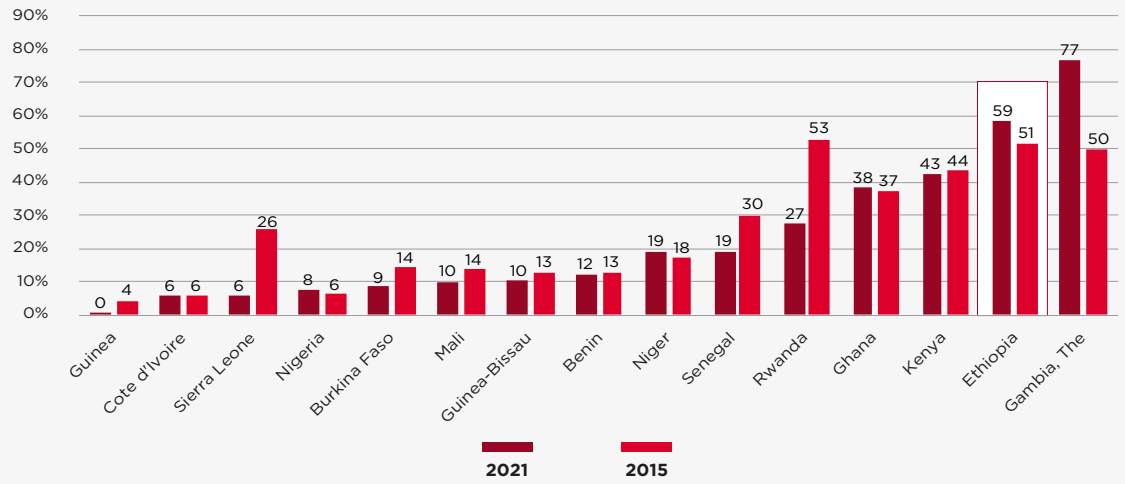
Numérisation de la valeur ajoutée du transport (ETB billion)	24
% PIB sectoriel	4.6%
% du PIB	0.2%
Emploi	100,000
Impôt (ETB milliard)	2

ETB 2023 constant. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[44]

Impact de la numérisation sur le commerce et les services en Éthiopie

Le développement du secteur commercial constitue une part importante de la stratégie de diversification économique de l'Éthiopie, et fait partie des plans du gouvernement visant à diversifier davantage ses exportations, passant des produits agricoles aux services et aux biens manufacturiers. L'adoption de nouvelles technologies peut encore accroître la négociabilité de certains services et accroître les services fournis numériquement. De plus, la numérisation des services logistiques et commerciaux peuvent considérablement améliorer les flux et la productivité le long des routes commerciales.

Figure 8: Exportations de services, % des exportations totales



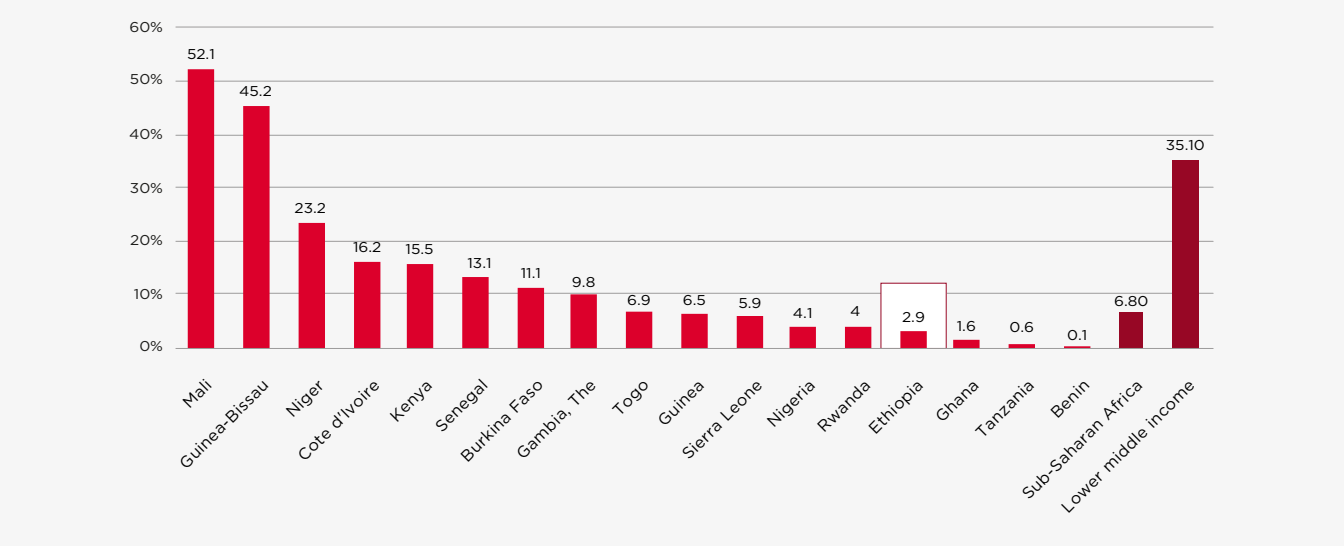
Source: Indicateurs du développement mondial.

L'Éthiopie a un grand potentiel pour accroître son commerce de services, tels que les TIC, les services financiers, professionnels et techniques. Ces sous-secteurs sont généralement très axés sur le savoir, peuvent souvent être négociés via des technologies numériques et beaucoup d'entre eux constituent des intrants importants pour d'autres secteurs. Les exportations de services TIC de l'Éthiopie ne représentent que 3 % du total des exportations de services éthiopiennes, bien inférieur à celui des

44 GSMA, Driving digital transformation of African economies Evidence and methodology document, May 2024.

autres pays d'Afrique subsaharienne.[45]

Figure 9: Exportations de technologies de l'information et des communications en pourcentage du total des exportations de services, 2020



Source: World Development Indicators.

Grâce à la croissance des services de paiement numériques, du commerce électronique et à la réduction des obstacles au commerce numérique transfrontalier, l'Éthiopie peut également **profiter des opportunités de commerce numérique issues de l'Aire de libre-échange continentale africaine (AfCFTA).** Cela soutiendra davantage la diversification de l' économie et l'approfondissement de la coopération économique dans la région. Pour permettre cette croissance et la négociabilité des services numériques au niveau régional, la régulation des flux transfrontaliers de données devra être soigneusement examinée et les exigences de localisation fixées au minimum nécessaire pour atteindre des objectifs politiques essentiels et de manière à minimiser les restrictions au commerce.[46]

La monnaie mobile peut offrir une plateforme efficace pour augmenter les paiements aux commerçants et le commerce électronique. Par exemple, Ethio Telecom a développé une plateforme de commerce électronique permettant aux commerçants de commercer leurs produits. Cette plateforme sera bientôt lancée et pourrait potentiellement élargir l'écosystème numérique, notamment autour des entreprises de logistique.[47]

Les politiques décrites précédemment dans le document augmenteraient la numérisation du secteur commercial. Un ajout de 30 millions de personnes supplémentaires aux technologies mobiles entraînerait une demande accrue pour le commerce électronique par les consommateurs, ainsi qu'une adoption accrue par les entreprises de services et l'expansion des services fournis numériquement. Cela pourrait potentiellement ajouter 27 milliards ETB en valeur ajoutée, soit 1,5 % de la valeur ajoutée totale du sous-secteur d'ici 2028. Cela entraînerait un emploi supplémentaire dans le commerce de près de 150 000 personnes d'ici 2028 et 2,3 milliards ETB de recettes fiscales supplémentaires issues de l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie.

Tableau 6: Impacts potentiels de la numérisation du commerce en Éthiopie en 2028

Numérisation de la valeur ajoutée des échanges (ETB milliards)	27
% PIB sectoriel	1.5%
% du PIB	0.2%
Emploi	150,000
Tax (ETB billion)	2

ETB 2023 constant. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[48]

45 Banque mondiale, 2023, Indicateurs du développement mondial..
46 OMC, FMI, 2023, Commerce numérique pour le développement.
47 Entretien avec Ethio Telecom.
48 GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie.

Impact de la numérisation sur les soins de santé en Éthiopie

Les solutions numériques pour la santé peuvent offrir de meilleurs résultats de santé grâce à un meilleur accès aux services de santé, et contribuer à l'économie grâce à des économies de coûts et à une productivité accrue. Les applications de santé numérique vont des consultations en télémédecine, qui permettent aux médecins de consulter les patients via une voix numérique ou une vidéo HD, aux dossiers médicaux électroniques, qui permettent des diagnostics plus précis et réduisent les coûts administratifs.

En Éthiopie, environ 62 % de la population bénéficie d'une forme d'assurance santé, pratiquement entièrement assurée par l'assurance santé publique basée sur la communauté (CBHI) ou l'assurance santé sociale classique (SHI).[49] Les paiements numériques et la pénétration numérique des assurances peuvent améliorer les processus de réclamation et faciliter les contributions et l'inscription aux régimes nationaux d'assurance santé. Par exemple, au Ghana, un système de paiement d'argent mobile pour le renouvellement de l'adhésion et le paiement des primes a conduit à une augmentation des taux d'inscription et de rétention dans un programme d'assurance santé. Cela a entraîné une augmentation de la proportion de renouvellements mobiles par rapport au total des renouvellements, passant de 67,4 % à 82,3 % en un an.[50] Si une augmentation similaire des inscriptions devait se concrétiser en Éthiopie, l'**adoption de l'assurance santé numérique pourrait entraîner 20 % de personnes en plus sous une assurance maladie, portant la couverture d'assurance à près de 75 % des Éthiopiens.**

Les politiques décrites dans ce rapport augmenteraient l'utilisation de la technologie mobile pour les applications de santé numérique par les patients et les professionnels de santé, amélioreraient les liens entre patients et médecins et renforceraient l'efficacité de la prestation des services. **La numérisation du secteur de la santé a le potentiel d'ajouter 4,4 milliards ETB à la valeur ajoutée,** soit 5,5 % de la valeur ajoutée du sous-secteur d'ici 2028. Cela entraînerait un emploi supplémentaire dans le secteur de la santé de 20 000 personnes d'ici 2028 et un ETB de 370 millions de recettes fiscales supplémentaires issues de l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie. Cela équivaudrait à 15 % des dépenses annuelles de santé requises en Éthiopie.[51]

Tableau 7: Impacts potentiels de la numérisation des soins de santé en Éthiopie en 2028

Numérisation de la valeur ajoutée dans la santé (ETB billion)	4
% PIB sectoriel	5.5%
% du PIB	0.0%
Emploi	20,000
Recettes fiscales (ETB milliards)	0.4

ETB 2023 constant. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[52]

PME, fintech et communauté de l'innovation en Éthiopie

Le sous-secteur des PME couvre tous les secteurs de l'économie éthiopienne et constitue un contributeur important à l'emploi. Le gouvernement vise à encourager la croissance des petites entreprises, en particulier des PME, et à soutenir la formalisation des entreprises et leurs liens avec d'autres secteurs de l'économie.

L'accès aux TIC et aux services numériques est essentiel pour soutenir l'écosystème des startups. Cet accès a été associé à des avantages pour les PME allant d'un meilleur accès à l'information et aux marchés, à une productivité accrue et à la création d'emplois. Pour les entreprises formelles, une adoption technologique plus élevée est associée à une productivité du travail allant jusqu'à 2 %, atteignant 4 % pour les entreprises informelles.[53]

49 Odipo et al., Lancet Glob Health, 2024, Le chemin vers une couverture santé universelle dans cinq pays africains et asiatiques : examen de l'association entre statut d'assurance et utilisation des soins de santé. et Ministère de la Santé du gouvernement éthiopien.
50 Addae-Nketiah A., 2022, Facteurs influençant l'utilisation et l'adoption par les abonnés du service de renouvellement mobile NHIS.
51 Un rapport de la Banque mondiale estime que les dépenses du ministère de la Santé ont nécessité des dépenses pour améliorer la santé numérique à 349,7 millions de dollars. Référence de British International Investment, 2024, Impact de l'investissement sur le marché éthiopien des télécommunications – l'histoire jusqu'à présent
52 GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie
53 Cirera, Comin, et Cruz, 2022. Aussi : Bhattacharya, 2019 et Mothobi, Gillwald et Aguera, 2020.

Dans ce cadre, l'**entrepreneuriat numérique offre de nouvelles opportunités d'emploi et de création de compétences**. La fintech s'est révélée être un secteur en croissance en Éthiopie, avec plusieurs start-ups qui ont émergé ces dernières années, offrant des services financiers innovants allant de l'épargne au crédit, en passant par les paiements et les envois de fonds.[54]

L'Éthiopie présente plusieurs avantages pour les startups, notamment sa grande population et la taille de son marché, ainsi qu'une main-d'œuvre qualifiée et talentueuse formée dans ses nombreuses universités et instituts de recherche, ainsi que diverses initiatives gouvernementales de soutien telles que la Startup Act, la politique Science, Technologie et Innovation (STI) et les avancées en connectivité numérique. Cependant, l'accès au capital et à l'environnement commercial pourrait être amélioré, 25 % des startups agrotechnologiques et de santé évaluant l'environnement comme très favorable. En comparaison, près de 30 % des startups l'ont jugé moyen et 20 % comme mauvais.[55] opérateurs mobiles soutiennent les efforts de perfectionnement et de formation des PME et des jeunes. En partenariat avec MinT et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Safaricom Éthiopie a lancé une plateforme d'apprentissage en ligne appelée Safaricom Talent Cloud en partenariat avec Gebeya Inc, qui permet à 10 000 jeunes de se perfectionner d'ici la mi-2025.[56]

Favoriser l'innovation dans la finance des PME

Les start-ups éthiopiennes utilisent des technologies de pointe pour combler l'écart d'accès au crédit et au marché et favorisent l'inclusion financière, notamment grâce aux réformes réglementaires qui favorisent un environnement propice à l'innovation.

Kifiya est une entreprise de services de finance et de paiement numériques qui propose des solutions fintech, agri-tech et de mobilité. Grâce à une infrastructure innovante de services financiers numériques alimentée par l'IA, incluant le score de crédit, Kifiya autonomise les PME, les petits exploitants et les consommateurs à faible revenu intermédiaire en fournissant un crédit non garanti, en les connectant à de plus grands marchés et en numérisant des secteurs critiques tels que l 'agriculture. Leur technologie innovante construit et permet de rendre les services financiers et non financiers abordables et accessibles. Depuis son lancement en 2014, elle a atteint 158 000 PME ayant accès à un financement et a fourni 47 millions de dollars américains de crédit numérique non garanti.

Arifpay a été lancé en 2021 après avoir obtenu la première licence de plateforme de paiement. Elle propose diverses solutions de paiement numérique aux petites entreprises, allant des solutions en magasin, mobiles ou en libre-service. Ils contribuent à résoudre le problème du manque de machines POS physiques ou d'autres modes de paiement à travers le pays.

De même, Chapa Financial Technologies a pour mission de révolutionner les paiements numériques en Éthiopie et de permettre aux entreprises de prospérer sur le marché mondial, en offrant une passerelle de paiement en ligne sécurisée et conviviale grâce aux paiements en ligne, aux codes QR et aux outils hors ligne, comblant ainsi le fossé des options de paiement fragmentées pour des secteurs allant de l'agriculture au tourisme et au commerce.

Sources: kifiya.com; arifpay.net; and chapa.co.

Impact du gouvernement numérique en Éthiopie

L'Indice numérique de l'ONU sur l'e-gouvernement (EGDI) 2024 classe l'Éthiopie comme ayant un « EGDI moyen » à la 169e place sur 192 États membres de l'ONU, ce qui est similaire à de nombreux pays africains, mais est derrière les pays africains ou BRICS à « EGDI élevé », notamment le Brésil, le Ghana, l'Inde, le Kenya, le Rwanda et l'Afrique du Sud.

54 Shega, 2024, Liste des startups FinTech en Éthiopie.
55 Ministère de l'Innovation et de la Technologie, JICA, Project Ninja, 2023, Rapport sur l'écosystème des startups : Éthiopie – Addis-Abeba.
56 Safaricom Éthiopie, Ministère de l'Innovation et de la Technologie, 19 juillet 2023, Safaricom Éthiopie, le Ministère de l'Innovation et de la Technologie, Sumitomo Corporation et JICA signent un protocole de coopération pour contribuer conjointement à Digital Ethiopia 2025.

Since the data collected for the previous EGDI 2022, the government has identified digital government and public services as key components of the HGER and the Digital Strategy 2025. The implementation of these plans has improved Ethiopia's EGDI ranking by 10 places. Implementation is being supported by the World Bank's Digital Foundations Project (2021 – 2026) with:

- 50 millions USD sont consacrés à (i) le développement d'un portail électronique gouvernemental accessible aux citoyens et aux entreprises, (ii) l'amélioration des installations gouvernementales pour le télétravail, (iii) la conception d'une architecture d'entreprise globale pour l'informatique au sein du gouvernement, et (iv) le développement des compétences numériques des responsables gouvernementaux.
- 65 millions de dollars américains sont consacrés à la connectivité haut débit pour des institutions publiques ciblées.
- 18 millions USD sont consacrés à la connectivité haut débit pour des établissements d'enseignement sélectionnés, en partenariat avec EthERNet, le National Research and Education Network (NREN) d'Éthiopie, qui fait partie du ministère de l'Éducation.
- Soutien consultatif technique à la mise en œuvre du programme national d'identification numérique, y compris la mise en place du cadre juridique pour la protection des données et l'agence de protection des données.[57]

Exemples de programmes de gouvernement numérique et connexes en cours incluent :

Stratégie de service de l'e-gouvernement	MinT doit soumettre un document de Stratégie de Service d'E-Gouvernement et d'Architecture d'entreprise 2024-2029 au Conseil national éthiopien de la transformation numérique pour approbation. MinT prévoit de rendre 2 500 eServices disponibles pour les citoyens et les entreprises d'ici 2030.[58] Entre-temps, différentes entités gouvernementales mettent en œuvre avec succès des services numériques en ligne, intégrés aux paiements bancaires, tels que le passeport électronique et le visa, ainsi que le portail du commerce douanier.
Ministère des Recettes	Le ministère du Revenu donne la priorité à l'utilisation des technologies numériques et, au cours de l'année dernière, a introduit le Système intégré d'administration fiscale (ITAS), qui comprend un système pilote de facturation électronique. Elle prévoit également de commencer à percevoir les impôts sur le revenu, les frais de retraite privés et les paiements d'impôts fédéraux de manière numérique.
Identification numérique	La Proclamation de l'Identité Numérique a été adoptée en avril 2023. L'Agence nationale d'identification numérique « Fayda » a pour objectif 90 millions d'enregistrements d'ici 2028 et a atteint 7,2 millions en juin 2024. Depuis décembre 2023, la pièce Fayda est intégrée au processus d'enregistrement du numéro d'identification de contribuable (TIN) du ministère des Revenus. Le ministère a annoncé que 128 000 nouvelles inscriptions TIN avaient été complétées avec Fayda ID d'ici mai 2024. En avril 2024, un partenariat a été établi avec Ethio Telecom pour fournir 160 centres d'enregistrement pour Fayda ID. En octobre 2024, 750 centres d'enregistrement disposaient de kits d'identification numérique et 2,55 millions d'enregistrements avaient été réalisés via les centres Ethio Telecom.
Paiements numériques pour les services gouvernementaux et les subventions	MinT travaille sur le portail des services électroniques gouvernementaux, qui sera intégré aux paiements numériques pour permettre aux utilisateurs de payer leurs services et pour le gouvernement de répartir les prestations sociales et les subventions. En attendant, un exemple démontrant les avantages et l'efficacité du paiement numérique pour la distribution des subventions est le régime national de subventions carburant délivré par Telebirr.59
Programme de filet de sécurité productif de l'Éthiopie (PSNP),	La distribution des transferts d'argent via l'argent mobile offrira un meilleur ciblage et une réduction des fuites pour le PSNP, surtout une fois que l'identification numérique sera en place avec une bonne couverture pour l'ensemble de la population.
Approvisionnement digital	Système d'approvisionnement digital qui a été introduit et est considéré comme l'une des innovations numériques les plus importantes dans la prestation des services publics. Le système a déplacé les achats et les marchés publics en ligne.
Protection des données	Une nouvelle proclamation de protection des données personnelles a été adoptée en avril 2024, et une nouvelle commission de protection des données doit être créée.

57 Banque mondiale, 19 septembre 2019, Projet Ethiopia Digital Foundations : Document d'information du projet (PID), pages 12-15..

58 Shega, 13 juillet 2024, l'Éthiopie se prépare à un gouvernement numérique interopérable.

59 Ethiopian Monitor, 25 avril 2023, Les stations-service d'Addis, commencent les transactions numériques de carburant avant le déploiement national.

Plongée approfondie sur le système de paiement du carburant

Depuis juillet 2022, les clients des stations-service peuvent payer leur carburant via Telebirr et d'autres moyens de paiement numériques, y compris la Banque centrale d'Éthiopie CBE Birr. Les clients qui utilisent des coupons pour payer du carburant subventionné doivent utiliser des moyens de paiement numériques au lieu de l'argent liquide. Cela a été mandaté par le gouvernement pour prévenir les activités illégales, le gaspillage de carburant et promouvoir l'adoption des paiements numériques.

Le programme a été déployé avec succès, Telebirr étant la plateforme la plus utilisée. En octobre 2024, plus de 1 600 stations-service participaient au programme, avec 141 000 véhicules payant via Telebirr grâce à la transaction de subvention et 1,1 million de véhicules payant sans subvention. La valeur totale des transactions via le régime s'élevait à 255 millions ETB, dont 52 % étaient des transactions avec la subvention.

On estime que cela a permis au gouvernement d'économiser sur le coût mensuel des subventions au carburant, passant de 7 milliards ETB à 188 millions ETB, soit une réduction de plus de 95 % du coût de la subvention pour le gouvernement.

Sources: Ethio Telecom and stakeholder interviews.

longée approfondie sur Fayda Digital ID

L'identification numérique est reconnue comme une priorité de Digital Ethiopia 2025. En mars 2023, l'Éthiopie a adopté le projet de loi sur la proclamation de l'identité numérique autorisant la transition vers une pièce d'identité numérique appelée Fayda ID, qui remplacera la forme actuelle d'identification, l'ID Kebele. On s'attend à ce que l'ID de Fayda atteigne bien plus de 36 % de la population âgée de 18 ans et plus, qui est actuellement considérée comme dépourvue d'une carte d'identité Kebele.

Le programme Fayda ID a été financé par le gouvernement, avec un soutien supplémentaire de 350 millions de dollars de la Banque mondiale pour l'achat de kits d'enregistrement d'identité numérique. Elle utilise une plateforme open source, similaire au système qui a été déployé avec succès en Inde, contrairement aux cartes à puce, qui sont moins efficaces et coûteuses. Le processus d'inscription est conçu pour recueillir le minimum d'informations nécessaires auprès des utilisateurs, protégeant la vie privée et évitant la référence à l'ethnicité. Il collecte des données biométriques et délivre un identifiant Fayda avec un numéro unique à 12 chiffres.

Le programme est conçu pour faciliter la création d'un environnement de confiance entre les citoyens et les prestataires de services (public et privé). Par exemple, il est désormais intégré à la Superapp Telebirr d'Ethio Telecom.

Au premier semestre 2024, 7,2 millions de personnes étaient déjà inscrites et le programme vise 90 millions d'inscriptions. Le programme adopte une stratégie d'inscription utilisant 3 canaux – d'abord, le propre réseau d'agents et de personnel du programme, ensuite des partenaires tels qu'Ethiotel, Safaricom et Banks, et enfin des Super Agents sélectionnés via des appels d'offres gouvernementaux et bénéficiant d'incitations commerciales.

Le programme devrait apporter de larges bénéfices pour les citoyens et pour l'efficacité du secteur public. Par exemple, le ministère des Finances utilise déjà la pièce d'identité, au lieu de s'appuyer sur l'ancien TIN, qui n'était pas unique et entraverait la collecte des impôts. Au-delà de l'amélioration de la collecte fiscale, d'autres cas d'utilisation incluent : faciliter l'accès aux services financiers et donc l'inclusion financière, améliorer le ciblage et la distribution des programmes de protection sociale (par exemple le Filet de sécurité productif et les programmes de retraite de l'Éthiopie) et soutenir la prestation de services publics, de la santé à l'éducation.

Le programme devrait générer 210,1 millions de dollars de valeur nette sur 10 ans.

Sources: Banque mondiale, document d'évaluation du projet – Identification numérique éthiopie pour l'inclusion et les services, 20 novembre 2023 ; British International Investment, rapport sur l'Éthiopie, 2024 ; des entretiens avec la Banque mondiale et le personnel du Bureau national d'identification éthiopien ; Banque mondiale, Programme national d'identification d'identité éthiopie - Rapport de cas d'utilisation, Soutien des cas d'usage émergents, novembre 2021.

Les services gouvernementaux numériques apportent des avantages significatifs aux citoyens et aux gouvernements, notamment lorsqu'ils sont intégrés aux paiements numériques. En encourageant les transactions électroniques, les paiements numériques apportent plus d'activité économique au secteur formel, facilitant la réglementation et la fiscalité. Les paiements numériques créent des registres de transactions clairs, réduisant ainsi les risques d'évasion fiscale et de non-conformité. Les systèmes numériques automatisent les processus de conformité, allégeant la charge des contribuables et garantissant le respect réglementaire.

Cela a été documenté par des recherches et analyses des effets de la transformation numérique dans le secteur public. Par exemple, des études ont montré que la numérisation des paiements gouvernementaux pourrait permettre d'économiser environ 0,8 à 1,1 % du PIB.[60] De même, il a été démontré que les pays ayant adopté des canaux numériques permettant aux personnes de faire des paiements fiscaux et autres aux gouvernements enregistrent une augmentation de 1,2 à 1,3 point de pourcentage des recettes fiscales directes en proportion du PIB.[61]

On estime que l'adoption accrue des services gouvernementaux numériques qui surviendraient si les politiques décrites dans ce rapport étaient mises en œuvre pourrait permettre d'ajouter 22 milliards ETB de recettes fiscales supplémentaires pour le gouvernement, soit 2,2 % du total des recettes fiscales d'ici 2028.

Tableau 8: Impacts potentiels de l'adoption accrue du gouvernement numérique sur les recettes fiscales en Éthiopie en 2028

Augmentation des recettes du gouvernement numérique (ETB milliards)	22
% des recettes fiscales	2.2%
% du PIB	0.2%

ETB 2023 constant. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[62]

60 FMI, Susan Lund, Olivia White et Jason Lamb, 2017, La valeur de la numérisation des paiements gouvernementaux dans les économies en développement, dans le numérique Revolutions in Public Finance, IMF.

61 Abdoul-Akim Wandaogo, Fayçal Sawadogo et Jesse Lastunen, février 2022, L'adoption des paiements mobiles entre pairs et gouvernements améliore-t-elle la mobilisation des recettes fiscales dans les pays en développement?

62 GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie.



GSMA



4. Le secteur des télécommunications en Éthiopie

A. APERÇU DU SECTEUR

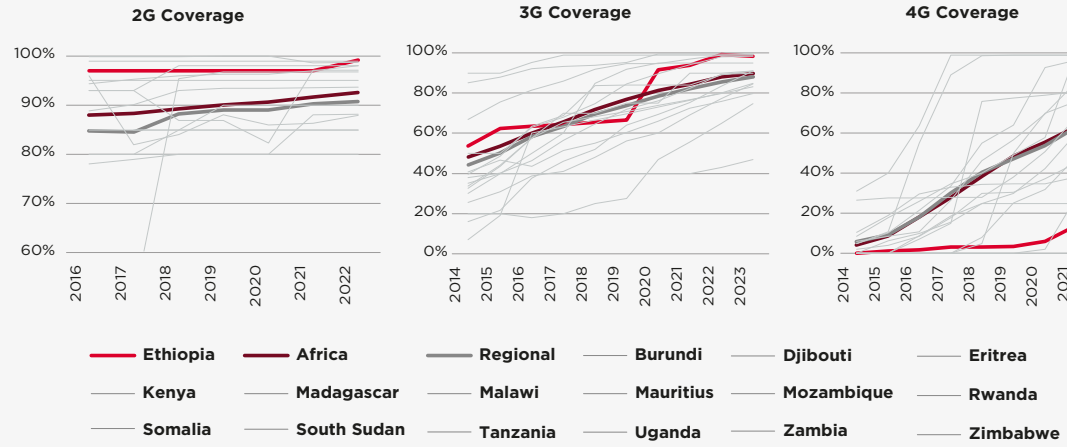
Mobile market

Le marché éthiopien des télécommunications connaît un processus de libéralisation depuis le lancement du programme de réforme du secteur des télécommunications en 2019. L'opérateur en place, Ethio Telecom, détenait le monopole du marché jusqu'en 2022, date à laquelle Safaricom Ethiopia a lancé ses opérations commerciales. Au cours de sa première année, Safaricom Éthiopie comptait 4,1 millions d'abonnés mobiles actifs, ce qui correspond à une part de marché de 5 % de la base totale d'abonnés télécommunications.

Ethio Telecom détient une part de marché de 94,5 % contre 5,5 % pour Safaricom.[63]

L'Éthiopie a fait de bons progrès dans le déploiement des réseaux 2G et 3G. La couverture réseau a connu une croissance régulière pendant plusieurs années et s'est accélérée depuis la libéralisation. Cependant, des lacunes dans la couverture réseau subsistent. La couverture réseau 4G a plus que doublé au cours des deux années allant de 2021 à 2023, mais elle reste limitée à 40 % de la population64 [64] et une expansion supplémentaire du réseau est nécessaire (conformément aux).

Figure 10: Évolution de la couverture du réseau mobile par technologie

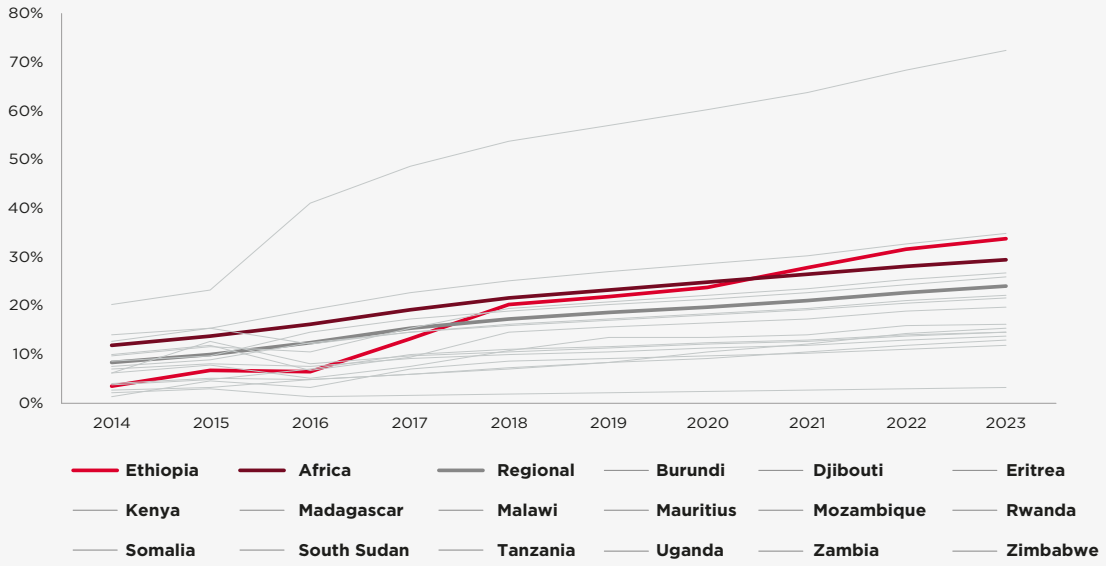


Source: GSMA Intelligence, UIT.

L'utilisation d'Internet mobile en Éthiopie a considérablement augmenté ces dernières années. Il y avait moins de 4 millions d'utilisateurs 3G en 2014, tandis que ce nombre avait dépassé les 40 millions d'utilisateurs avec au moins une connexion 3G+ en 2023.[65] La figure 11 propose une comparaison de la pénétration d'Internet mobile en Éthiopie et dans d'autres pays africains.

63 GSMA Intelligence, 2024. Données historiques et estimation pour 2024.
64 Les données pour 2024 sont une estimation.
65 « Utilisateurs d'Internet » désigne des cartes SIM actives qui se connectent à Internet mobile. Source : MNO et GSMA Intelligence.

Figure 11: Pénétration des utilisateurs du haut débit mobile, 2014-2023



Source: GSMA Intelligence, MNOs.[66] Les données démographiques proviennent de la Banque mondiale.

Une enquête sur les attitudes et l'utilisation d'Internet mobile en Éthiopie a montré que le principal obstacle à l'adoption est l'abordabilité, suivie de la littératie et des compétences numériques. L'accessibilité financière reste le principal obstacle à une utilisation ultérieure et à des activités plus avancées en ligne.[67]

Figure 12: Obstacles à l'adoption d'Internet mobile et à une utilisation ultérieure en Éthiopie

Obstacles à l'adoption d'Internet mobile

	ABORDABILITÉ	ALPHABÉTISATION ET COMPÉTENCES	PERTINENCE	SÉCURITÉ ET PROTECTION	COUVERTURE RÉSEAU	AUTRES OBSTACLES D'ACCÈS
2022	35%	39%	7%	3%	7%	9%
2023	42%	36%	6%	3%	4%	8%

Obstacles à une utilisation accrue de l'internet mobile

	ABORDABILITÉ	ALPHABÉTISATION ET COMPÉTENCES	PERTINENCE	SÉCURITÉ ET PROTECTION	COUVERTURE RÉSEAU	AUTRES OBSTACLES D'ACCÈS
2023	39%	5%	2%	7%	23%	24%

Source: Enquête auprès des consommateurs GSMA 2023.

La Banque mondiale a constaté que 34 % des entreprises éthiopiennes disposent d'Internet, 80 % pour les grandes entreprises et 23 % pour les petites. L'accès à Internet des entreprises agricoles est nettement inférieur à la moyenne, avec 13 %, contre 40 % des entreprises manufacturières et 34 % des entreprises de services. En conséquence, seulement 11 % des entreprises possèdent un site web et seulement 25 % utilisent les réseaux sociaux pour les affaires.[68]

L'adoption numérique varie au sein des groupes de population en Éthiopie. Les niveaux d'adoption numérique sont plus faibles en milieu rural qu'en milieu urbain. Les personnes non connectées sont disproportionnellement plus pauvres, rurales, des personnes avec handicaps et femmes. Selon le

66 Les données pour l'Éthiopie sont les données MNO et les données de connexions GSMA. Les comparateurs internationaux sont basés sur les données uniques des abonnés Internet mobiles GSMA Intelligence.

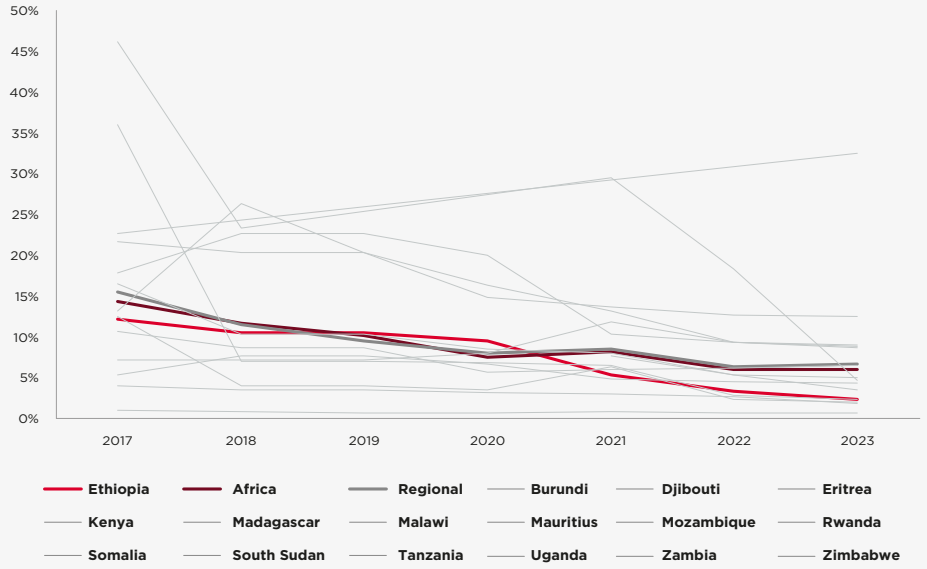
67 GSMA, 2023, Enquête aux consommateurs 2023.

68 Cirera, X. et al., 2023, Comprendre l'adoption de la technologie au niveau des entreprises en Éthiopie ; British International Investment, 2024, Impact de l'investissement sur le marché éthiopien des télécommunications – l'histoire jusqu'à présent.

rapport Mobile Gender Gap Report 2024 de la GSMA, il existe un écart de genre de 40 % sur Internet mobile en Éthiopie, ce qui signifie que les femmes en Éthiopie sont 40 % moins susceptibles que les hommes Utilisez Internet mobile. C'est plus élevé que l'écart régional entre les sexes en Afrique subsaharienne, qui est de 32 %.[69] Cependant, l'Éthiopie progresse dans l'augmentation du niveau d'adoption numérique parmi les groupes défavorisés de la population.

Le prix des services mobiles en pourcentage du RNB mensuel par habitant a baissé et le prix du haut débit mobile a déjà atteint l'objectif de 2 % de l'ONU en 2023.[70] En 2023, les prix des données en Éthiopie étaient bien en dessous de la moyenne régionale (Figure 13). L'analyse des prix d'Ethio Telecom montre que de nombreux prix de forfaits de données mobiles ont diminué d'environ 70% entre 2017 et au premier semestre 2023, pas seulement le produit 2 Go. Les prix de Safaricom Éthiopie ont également diminué de 50 à 70 % sur l'ensemble de ses l'année depuis son lancement.[71] En octobre 2024, les prix d'un forfait de données 2 Go sont de 100 ETB par mois pour Ethio Telecom et de 110 ETB pour Safaricom – soit un peu plus de 1 % du RNB par habitant.[72]

Figure 13: Coût du panier uniquement avec les données de base, 2017-2023 en pourcentage du RNB par habitant



Source: ITU.

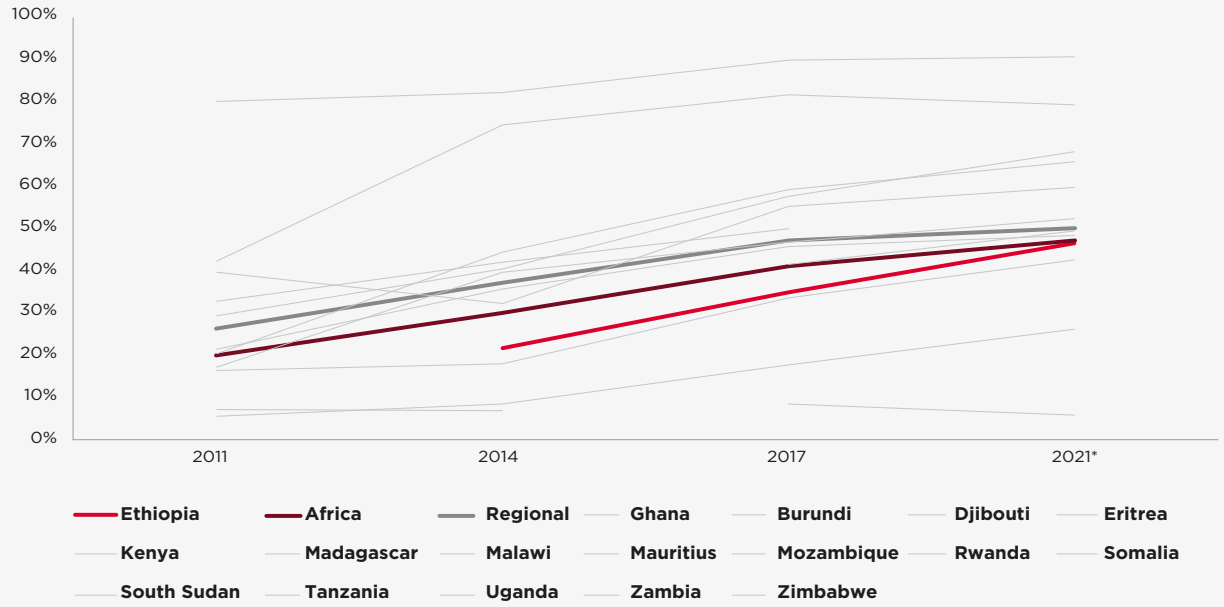
Monnaie mobile

Les services de monnaie mobile ont connu une croissance rapide en Éthiopie depuis la **licence de Telebirr et M-Pesa avec des licences d'émetteur d'instruments de paiement (PII) en 2021 et 2023** respectivement.

Les premiers efforts pour augmenter l'utilisation des comptes bancaires signifient que l'argent mobile n'a historiquement pas été le principal moteur de l'augmentation des niveaux d'inclusion financière en Éthiopie. En 2022, les comptes de monnaie mobile ne représentaient qu'une petite minorité de l'ensemble des comptes de services financiers du pays. En 2021, l'Éthiopie a enregistré une pénétration de 46 % des comptes financiers au sein de la population, portée par une forte pénétration des institutions financières traditionnelles. La Stratégie nationale d'inclusion financière (NFIS 2021–2025) Visé à augmenter l'inclusion financière de 46 % à 70 % de tous les adultes d'ici 2025, en partie en étendant les paiements numériques via les services de monnaie mobile.

69 GSMA, 2023, Enquête auprès des consommateurs 2023..
70 Centre de données de l'UIT.
71 British International Investment, 2024, Impact de l'investissement sur le marché éthiopien des télécommunications – l'histoire jusqu'à présent.
72 Source : sites web d'Ethio Telecom, Safaricom Ethiopia.

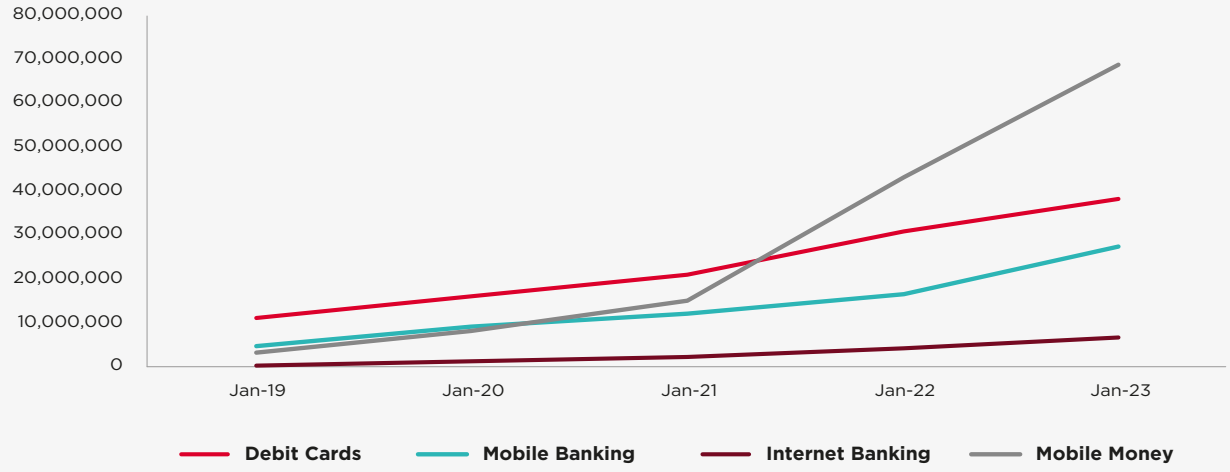
Figure 14: Pénétration des comptes de services financiers (% de la population adulte), 2011-21



Source: données Findex.
*Les données de l'Éthiopie ont été publiées en 2022, mais la majorité des autres pays ont été publiées en 2021.
**Ne considère que la population de 15+. Le compte de services financiers comprend à la fois les comptes dans les institutions financières formelles et les comptes de monnaie mobile.

Cependant, cette situation a rapidement évolué au cours des deux dernières années, les comptes de monnaie mobile atteignant désormais un taux de pénétration supérieur à 50 %. Depuis, l'adoption rapide de l'argent mobile a été observée à travers le pays. Le NBE a déclaré 69 millions de comptes de monnaie mobile en juin 2023, dont[73] pour Telebirr en comptait plus de 48 millions.[74] Cela équivaut à un taux de pénétration de l'argent mobile d'environ 55 % de la population.

Figure 15: Évolution du nombre de comptes financiers en Éthiopie, 2019-2023



Source: NBE.

73 Banque nationale d'Éthiopie, avril 2024, Performance des paiements numériques de l'Éthiopie. Présentation à la conférence Ethiopia Digital Payments..
74 Total des clients en août 2024 à https:// www.ethiotelecom.et/telebirr/ consulté en octobre 2024..

Le volume et la valeur des transactions mobiles reflètent également l'inclusion financière et le rôle des transactions mobiles. Le volume et la valeur des transactions d'argent mobile reflètent l'ampleur de l'utilisation des services de monnaie mobile et l'importance de ce service dans l'économie dans son ensemble. Cela pourrait également inclure des mesures sur la mesure dans laquelle les gens peuvent accéder à des produits financiers plus sophistiqués tels que les prêts. Le NBE a rapporté que la valeur totale des transactions d'argent mobile s'élevait à 380 milliards ETB en juin 2023.[75]

La GSMA estime que la monnaie mobile pourrait entraîner une augmentation réelle du PIB de 5,3 milliards USD jusqu'en 2030 dans un scénario avec une forte adoption de la monnaie mobile en Éthiopie, soit une augmentation de près de 5 %, et une réduction de 0,7 million du nombre de personnes vivant dans la pauvreté.[76]

B. PRIORITÉS POLITIQUES POUR LE SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications mobiles en Éthiopie a réalisé des progrès significatifs ces dernières années et cela devrait se poursuivre. La couverture et la disponibilité des services de télécommunications mobiles ont augmenté progressivement, et les prix ont généralement baissé. Ensemble, ces tendances ont stimulé l'adoption et augmenté les niveaux d'adoption des services de télécommunications mobiles.

Le secteur continuera de croître sur la trajectoire actuelle, mais de nouvelles réformes politiques et réglementaires ainsi qu'un accent mis en œuvre pourront garantir une plus grande portée des services numériques, la densification des réseaux 4G actuels et la mise à niveau vers la 5G. Cela conduira à une adoption accrue des technologies numériques dans un large éventail de secteurs de l'économie.

L'ajustement de certaines politiques relatives au mobile améliorera la viabilité financière de l'industrie et rendra l'adoption du numérique plus abordable pour les citoyens éthiopiens. D'autres politiques pourraient être mises en œuvre pour stimuler la demande, réduire le coût de l'approvisionnement et promouvoir un environnement politique qui soutient l'investissement dans les télécommunications mobiles et la monnaie mobile.

Cette section résume certaines priorités politiques et leur impact sur l'adoption mobile..

Priorité politique 1 : Mise en œuvre équitable et opportune de l'agenda des réformes des télécoms et des processus administratifs

La mise en œuvre complète de l'agenda des réformes télécoms accélérera le déploiement des infrastructures et l'adoption des technologies numériques.

En vertu de la Proclamation sur le service des communications, plusieurs directives sont en train de mettre en œuvre par l'ECA. Il est nécessaire d'accélérer ces procédures pour atteindre les objectifs énoncés objectifs de numérisation dans le pays. Celles-ci incluent : garantir l'utilisation des terrains et des bâtiments pour les infrastructures de télécommunications, les dispositions relatives aux réglementations sur la tarification et la concurrence, la réglementation du Fonds d'accès universel, et veiller à la mise en œuvre des autres directives ou réglementations restantes afin d'assurer un terrain de jeu équitable.[77]

La capacité des titulaires unifiés des services télécoms à déployer rapidement des réseaux et à concurrencer et innover avec de nouveaux services dépend d'un large éventail de règles et de réglementations imposées par le gouvernement et l'autorité de régulation. La CEA a jusqu'à présent

75 Banque nationale d'Éthiopie, avril 2024, Performance des paiements numériques de l'Éthiopie. Présentation à la conférence Ethiopia Digital Payments.

76 GSMA, 2023, Mobile Money en Éthiopie – Promouvoir la finclusion et stimuler la croissance..

77 Autorité éthiopienne des communications, 2024, Détermination sur les opérateurs mobiles et fixes de télécommunications avec SMP ; Autorité éthiopienne des communications, 2024, Détermination sur les taux de terminaison mobiles et fixes.

adopté une approche consultative et réactive aux besoins de l'industrie, ce qui a permis d'accroître la certitude et la capacité des opérateurs de réseaux mobiles (MNO) à étendre leurs réseaux et services. Une ECA mieux dotée de ressources à l'avenir pourrait aboutir à des capacités plus rapides et élargies pour répondre aux besoins et innovations réglementaires et bureaucratiques émergents.

L'obtention des droits de passage et autres permis pour construire l'infrastructure réseau est lente et bureaucratique.

Les opérateurs ont besoin d'une autorisation des autorités étatiques, municipales et locales pour construire l'infrastructure réseau. Aucune législation nationale ne régit l'accès aux droits de passage et autres permis. Cela signifie que le processus et les frais facturés varient considérablement selon les régions et même les localités. Dans

Dans certains cas, les autorités locales facturent des frais élevés dans les régions, ce qui peut entraîner une rentabilité moindre, rendant le déploiement des réseaux dans ces zones moins viable commercialement. En plus des frais, il existe généralement de longs processus administratifs pour obtenir ces permis, ce qui ralentit la construction des infrastructures réseau et la fourniture de services aux clients. Un cadre national cohérent pour l'acquisition des droits de passage et autres permis, ainsi qu'une approche standardisée des frais, accélèreraient le déploiement du réseau.

La Proclamation du Service des Communications fournit des règles préliminaires régissant l'utilisation des terrains et des bâtiments pour l'installation des infrastructures et des installations de télécommunications sur des propriétés privées et publiques. Cependant, aucune directive dédiée à la mise en œuvre n'a encore été émise. C'est crucial que la nouvelle directive soit publiée, consultée auprès de toutes les parties prenantes, y compris les administrations fédérales, étatiques et municipales, et mise en œuvre par une approche harmonisée et en partenariat par l' ECA, les titulaires de licence et les administrations. Tant que cela ne sera pas fait, les opérateurs continueront à rencontrer des retards et des problèmes bureaucratiques lors de la construction des réseaux.

La sécurité des infrastructures de télécommunications est un problème important pour les opérateurs. L'infrastructure du réseau de télécommunications est vulnérable aux dommages causés par d'autres parties. Cela peut résulter de la construction ou de la réhabilitation de routes ou d'autres types d'infrastructures, de vandalisme ou de vol. Lorsque de tels événements surviennent, les titulaires de licence doivent consacrer du temps et des ressources à la réparation de leur équipement réseau. Cela fait grimper les coûts pour tous les clients et impacte le taux de déploiement ainsi que la qualité du service.

Enfin, l'**importation d'équipements reste cruciale pour permettre la poursuite des investissements des titulaires unifiés des services de télécommunications**. Alors que les prestataires locaux abordent partiellement le besoins en biens d'équipement (par exemple, Woda fournit une infrastructure de tours de télécommunications[78]), la rationalisation du processus d'importation des infrastructures de télécommunications est essentielle pour un déploiement supplémentaire de l'infrastructure réseau à travers le pays afin de respecter les obligations de licence et de contribuer aux objectifs de Digital Ethiopia. Poursuite d'un processus accéléré de douane et d'importation, ainsi que l'introduction d'une directive sur les biens d'équipement et d'un manuel douanier pour identifier les marchandises destinées à l'importation en franchise de droits pour les services de communication (tels que définis par les Communications Proclamation de service) aiderait considérablement les titulaires de licence dans leurs plans d'investissement réseau et leurs opérations pour servir les clients.

Priorité politique 2 : durabilité et investissement de l'industrie

Les titulaires de licence télécommunications continueront d'investir dans de nouvelles infrastructures réseau pour fournir des services aux clients. Dans les années à venir, cela offrira une couverture supplémentaire qui s'étendra davantage à mesure que l'innovation technologique réduira les coûts et étendra la portée des réseaux. La bonne politique environnement (y compris la

78 Safaricom, 23 mai 2024, Safaricom Ethiopia reçoit le premier lot de tours télécoms fabriquées localement de Woda plc.

poursuite du programme de réforme des télécommunications et la mise en œuvre du nouveau cadre réglementaire en vertu de la Proclamation du service des communications) renforcerait la viabilité financière des titulaires de licence. Cela leur permettrait d'étendre encore davantage la couverture réseau, d'assurer la densification du réseau 4G existant et de déployer les réseaux 5G de dernière génération.

Soutenir la durabilité et le développement de l'industrie par des incitations fiscales à l'investissement et à l'impôt, notamment la réduction ou la suppression des droits de douane et autres coûts liés aux appareils mobiles, les restrictions à l'importation et l'accès à la devise étrangère, améliorera l'accessibilité financière et rendra l'investissement plus attractif pour les entreprises locales et étrangères.

Ainsi, un environnement réglementaire équilibré qui soutient le secteur attirerait davantage d'investissements étrangers, entraînerait un déploiement accru du réseau et créerait un marché efficace où tous les opérateurs pourraient offrir des niveaux de technologie et de qualité similaires (3G, 4G et 5G) aux clients.

Associé à la récente réforme des changes [79] et au HGER 2, l'amélioration des conditions macroéconomiques devrait accroître l'attractivité des investissements et réduire les défis historiques liés au financement et à l'attraction des IDE.

Des mécanismes de financement innovants pourraient être recherchés en partenariat avec des institutions multilatérales de financement et par le biais de partenariats public-privé. Par exemple, les enchères inversées pour des subventions destinées à déployer des infrastructures en zones rurales se sont révélées efficaces,[80] et pourraient être utilisées en Éthiopie pour des tours cellulaires ou de la fibre. Le régulateur attribuerait aux gagnants de la vente des licences pour poser de la fibre optique sur des itinéraires spécifiques conçus comme manquants. Ces partenariats pourraient également être utilisés pour fournir des achats anticipés de haut débit à des prestataires de services publics, tels que les écoles ou les hôpitaux.

Encourager un environnement d'investissement durable pour tous les acteurs pourrait entraîner 1,7 million d'utilisateurs mobiles supplémentaires en 2028 grâce à la réforme des politiques par rapport au Business as Usual (BAU).[81] Le tableau ci-dessous montre les résultats issus de la modélisation de l'impact de ce scénario sur l'adoption d'Internet mobile.[82]

Tableau 9: L'adoption de l'internet mobile avec un environnement d'investissement amélioré et la durabilité de l'industrie

Utilisateurs mobiles supplémentaires (millions)	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BAU	43.47	47.62	51.07	54.68	58.38	62.06
Concurrence / investissement durable	43.47	47.82	51.56	55.49	59.60	63.79
Différence Y-on-Y avec BAU	0%	0%	1%	1%	2%	3%
Augmentation de la croissance vs BAU	0%	+0%	+1%	+2%	+3%	+4%

Source: Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.

Les services de télécommunications sont soumis à plusieurs taxes et frais en Éthiopie. Certaines de ces mesures sont spécifiques au secteur des télécommunications et s'appliquent au-delà de la fiscalité générale. Par exemple, une taxe d'accise de 5 % est appliquée aux téléphones mobiles et sans fil (Internet, Voix et SMS). De plus, le secteur paie pour obtenir des licences et du spectre afin de fonctionner.

79 Banque nationale d'Éthiopie, 2024, communiqué de presse : La Banque nationale d'Éthiopie annonce une réforme du régime des changes étrangères avec effet immédiat.
80 CEPA, 2022, Allouement des subventions de service universel via des enchères inversées à plusieurs tours : Télécommunications en Tanzanie.
81 Données BAU 2023 basées sur les informations des MNO et les données GSMAi 3G Connections. 2024-2028 basé sur le taux de croissance prévu par GSMAi pour les connexions mobiles haut débit.
82 Voir un document méthodologique séparé pour la modélisation des hypothèses. GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie.



La fiscalité sectorielle augmente les coûts pour les consommateurs, quelle que soit la structure des taxes. Bien que certaines taxes soient prélevées sur les opérateurs mobiles, la plupart de leurs coûts sont finalement répercutés sur les clients sous forme de prix plus élevés. Des études antérieures ont montré que 90 % des modifications de la valeur des taxes à la consommation (par exemple, les taxes de vente et d'utilisation) sont répercutées aux consommateurs. En comparaison, 85 % des modifications de la valeur des taxes sur les opérateurs (par exemple, taxes sur les recettes et bénéfices, spectre et droits de licence) sont répercutées sur les consommateurs.[83] Des études montrent une relation entre les données et les prix des téléphones, d'une part, et le taux d'adoption du haut débit mobile d'autre part.[84]

En Éthiopie, les smartphones sont soumis à une taxe d'accise de 10 % sur le prix de l'appareil. C'est un fardeau important étant donné que 68,7 % de la population remplit les conditions de pauvreté multidimensionnelle selon l'indice multidimensionnel de pauvreté du PNUD.[85] La suppression ou la réduction de ces taxes améliorera considérablement l'accessibilité des smartphones, encourageant l'adoption des services haut débit mobiles. L' ambition de numérisation de l'Éthiopie définie dans la stratégie Digital Ethiopia 2025 ne sera pas atteinte si de nombreux citoyens restent hors ligne.

La fiscalité sectorielle peut également réduire les investissements dans l'infrastructure réseau et les services de télécommunications mobiles. Une étude de la Banque mondiale sur la charge fiscale pesant sur les entreprises en Éthiopie a révélé que 57,3 % des répondants identifiaient que la fiscalité constituait un défi modéré à très grave affectant l'environnement des affaires en Éthiopie.[86] Des impôts plus bas sur les opérateurs libèrent des fonds pouvant être investis dans des infrastructures et services réseau supplémentaires, permettant ainsi un investissement capital important qui est devait atteindre 77 % de la population vivant en zones rurales. De plus, la fiscalité des consommateurs et les contraintes d'accessibilité ont un impact indirect sur la rentabilité des investissements, car le déploiement des réseaux sera découragé dans les zones où la rentabilité est faible en raison d'une faible adoption des services.

Tableau 10: Taxes applicables au secteur mobile en Éthiopie

Fiscalité	Base	Taux	Références / documents
Droits d'importation sur les dispositifs	Prix de l'appareil	10%	10 % sur les téléphones entièrement assemblés, 5 % sur les téléphones assemblés en partie, et 0 % sur les pièces démontées Livre des tarifs d'août 2019, HS 85.25
TVA	Temps d'antenne	15%	Proclamation 285/2002
TVA	Données	15%	Proclamation 285/2002
TVA	Interconnect International	0%	Proclamation de la TVA n° 1341/2024
Droits d'accise	Temps d'antenne	5%	Proclamation 1287/2023
Droits d'accise	Données	5%	Proclamation 1287/2023
Frais annuels de licence spectre	Ça varie selon la fanfare	N/A	Directive sur les frais n° 1024/2024
Taxe annuelle d'accès universel	Pas encore applicable	Pas encore applicable	Le règlement sur le Fonds d'accès universel reste à promulguer
Autres frais réglementaires : numérotation, approbation de type	par nombre, par appareil	ETB 0,3 par ETB 500 par appareil	Directive sur les frais n° 1024/2024
Droits de passage	Cela varie selon l'État ou l'administration municipale	Cela varie selon l'État ou l'administration municipale	Cela varie selon l'État ou l'administration municipale

Conscient des défis liés à l'équilibre entre le soutien au secteur et l'objectif d'augmenter le ratio impôt/PIB actuel et le programme de réformes récemment annoncé par le FMI, **le gouvernement pourrait envisager des réformes qui augmenteraient la productivité grâce à une adoption accrue**

83 Banque mondiale 2022, Utilisation de l'analyse géospatiale pour réformer les politiques de connectivité, Tableau A.2.
84 Voir un document méthodologique séparé pour les détails sur les élasticités utilisées. GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie.
85 UNDP, Ethiopia Country Profile.
86 Banque mondiale, 2015, Enquête sur la charge des coûts de conformité fiscale et la perception fiscale en Éthiopie.

des technologies numériques. Cela entraînerait un élargissement de la base fiscale à moyen terme. En particulier, le gouvernement pourrait envisager de soutenir l'adoption par les clients des services mobiles haut débit en (a) en réduisant les droits de douane sur les appareils et en augmentant la production locale, et (b) en supprimant les droits d'accise sur les services.

Des politiques favorables à la réduction du prix des appareils généreraient des avantages significatifs, car l'adoption du haut débit mobile est particulièrement sensible aux prix des téléphones. Les efforts pour rendre les téléphones, les données et les services mobiles plus abordables sont susceptibles de bénéficier de manière disproportionnée aux femmes, qui rencontrent généralement plus fortement la barrière de l'accessibilité en raison de revenus moyens plus faibles et d'un accès réduit à des sources de financement externes. Il existe un marché mondial pour les téléphones, donc le prix local est influencé par les droits de douane et autres taxes prélevées lors de l'importation et de la vente aux clients. Il est également affecté par la mesure dans laquelle les dispositifs sont fabriqués ou assemblés localement. Cela peut réduire les coûts mais nécessite une échelle pour pouvoir rivaliser efficacement avec les acteurs mondiaux.

Une stratégie nationale qui instaure une approche cohérente de la fiscalité et un soutien à la production locale d'appareils pourrait effectivement réduire les prix payés par les clients pour les téléphones. Cela aurait été un impact significatif sur l'accessibilité financière et l'adoption des services numériques. Si le montant moyen des droits de douane payés sur les combinés était réduit de 5 points de pourcentage (grâce à une combinaison de droits d'importation plus faibles sur les combinés assemblés et d'un volume de production locale plus élevé), cela réduirait le coût moyen des combinés dans l'économie.

Cela stimulerait à son tour une demande supplémentaire et pourrait entraîner 1,1 million d'utilisateurs mobiles supplémentaires en 2028 (contre BAU) grâce aux réformes politiques. Le tableau 11 présente les résultats issus de la modélisation de l'impact d'un droit de douane plus bas sur l'adoption d'Internet mobile.[87]

Tableau 11: Adoption d'Internet mobile avec réduction des droits de douane

Utilisateurs mobiles supplémentaires (m)	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BAU	43.47	47.62	51.07	54.68	58.38	62.06
Réduction des droits de douane	43.47	47.86	51.51	55.33	59.25	63.14
Différence Y-on-Y avec BAU	0%	1%	1%	1%	1%	2%
Augmentation de la croissance vs BAU	0%	+1%	+1%	+2%	+2%	+3%

Source: See separate methodological document that accompanies this report.

De plus, l'adoption du haut débit mobile par les consommateurs est également sensible aux prix des services. La taxe d'accise sur les données et la voix impacte directement le prix que les clients paient pour les services.

La suppression de la taxe d'accise de 5 % pourrait entraîner 630 000 utilisateurs mobiles supplémentaires en 2028 par rapport à BAU. Le tableau 12 présente les résultats issus de la modélisation de l'impact d'une réduction des droits d'accise sur l'adoption d'Internet mobile.[88]

Tableau 12: Adoption d'Internet mobile avec réduction des droits d'accise

Utilisateurs mobiles supplémentaires (m)	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BAU	43.47	47.62	51.07	54.68	58.38	62.06
Réduction des droits d'accise	43.47	47.76	51.32	55.06	58.88	62.68
Différence Y-on-Y avec BAU	0%	0%	1%	1%	1%	1%
Augmentation de la croissance vs BAU	0%	+0%	+1%	+1%	+1%	+1%

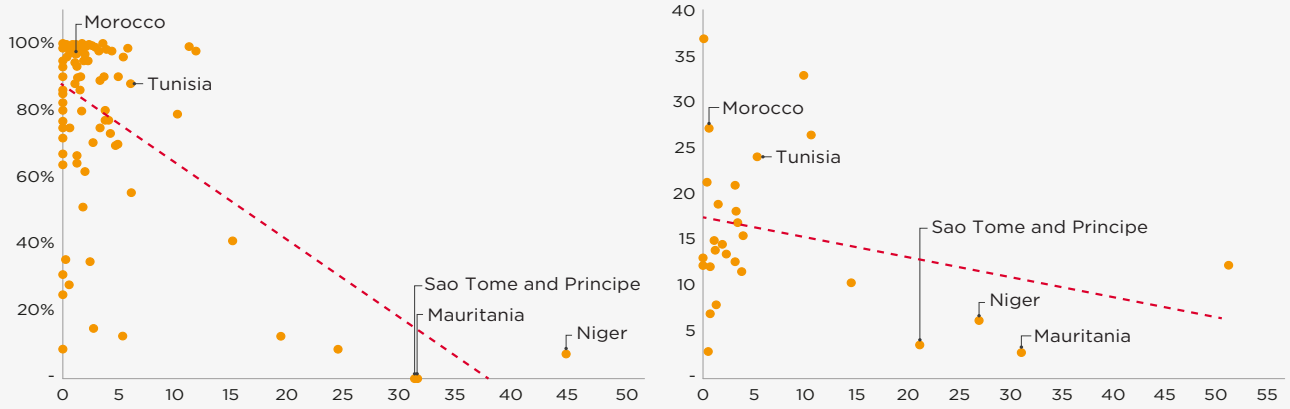
Source: Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.

87 Voir un document méthodologique séparé pour la modélisation des hypothèses. GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie.
88 Voir un document méthodologique séparé pour la modélisation des hypothèses. GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie.

Priorité politique 3 : Frais de licence, spectre et réglementations

La GSMA a trouvé des preuves que des frais de spectre élevés entraînent une réduction de la qualité et de la couverture du réseau.[89] L'analyse historique des pratiques de tarification du spectre adoptées pour 93 titulaires de licence en Afrique et 405 affectations dans le monde entre 2010 et 2019 a démontré que des frais élevés de spectre sont directement liés à une couverture plus faible et à des vitesses de téléchargement plus lentes (Figure 16).

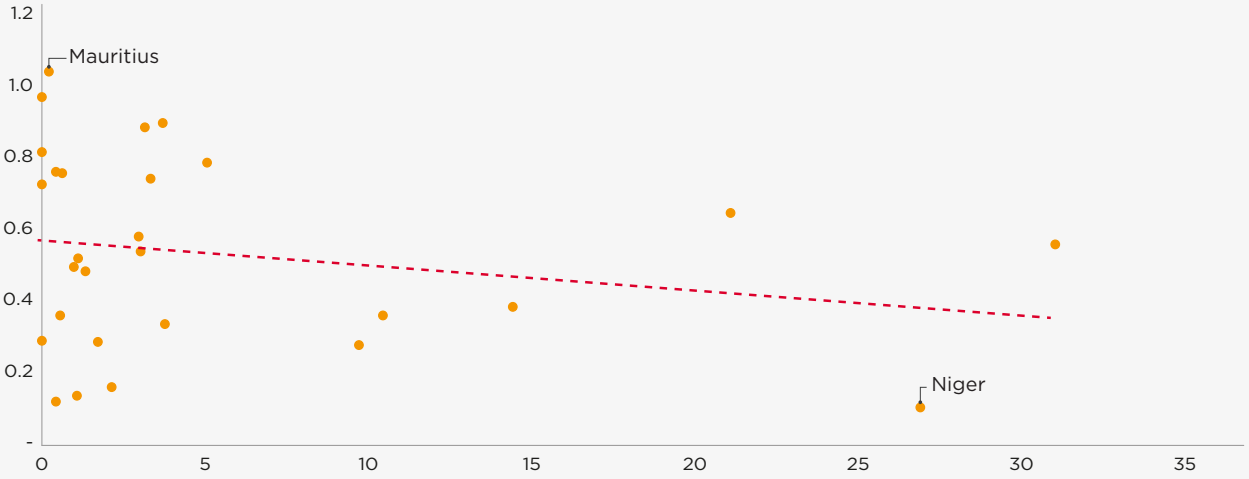
Figure 16: Impact des frais élevés du spectre sur la couverture et les vitesses de téléchargement



Source: GSMA, Effective Spectrum Pricing in Africa, 2020.

Inversement, des frais de spectre plus bas sont un catalyseur d'une adoption accélérée du haut débit, comme illustré à la Figure 17.

Figure 17: Impact des frais de spectre sur l'adoption du haut débit mobile



Source: GSMA, Effective Spectrum Pricing in Africa, 2020.

De plus, tant dans les économies en développement que développées, il existe des preuves que les prix élevés du spectre ont eu un impact constant négatif et statistiquement significatif sur la couverture et les vitesses de téléchargement (Figure 18).

89 GSMA, 2019, L'impact des prix du spectre sur les consommateurs ; GSMA, 2020, Tarification effective du spectre en Afrique..

Figure 18: Summary of evidence on impacts of spectrum prices



Source: GSMA, Impact of Spectrum Prices on Consumers, 2019.

La GSMA estime que la couverture 4G en Éthiopie pourrait atteindre 76,2 % de la population d'ici 2028. Ce taux de couverture élevé ne se produirait que si des conditions d'investissement et de durabilité financière adéquates étaient en place. Un élément critique de cela est le prix payé pour le spectre. Des frais de spectre élevés pourraient réduire le niveau maximal de couverture atteint par les réseaux à 68,7 %, selon un examen de l' expérience internationale.[90]

Des frais de licence, spectre et réglementaires abordables et prévisibles encouragent l'investissement dans la densification du réseau existant, le déploiement de la prochaine génération de technologies réseau et une amélioration de l'accessibilité des services. En revanche, des prix plus élevés se traduiraient par des coûts plus élevés pour étendre l'accès aux services télécoms et pourraient réduire l'accès et la qualité du service. Plus largement, cela pourrait aussi compromettre les objectifs globaux de numérisation du pays.

Continuer à s'engager en faveur de frais de licence, de spectre et de réglementation abordables et prévisibles inspirera la confiance des investisseurs en permettant une planification à long terme en Éthiopie. La clarté concernant les frais et leur fréquence permettra grandement aux titulaires de licence de planifier l'avenir, offrant ainsi des opportunités d'innovation accélérée et de déploiement de produits grand public. De plus, les frais de licence, spectre et autres réglementations doivent équilibrer la valeur économique des ressources et la nécessité de promouvoir l'expansion des services de communication dans le pays.

Enfin, **le règlement sur le Fonds d'accès universel et la politique associée fournissent un cadre solide, conforme aux normes internationales.** Il est essentiel que la mise en œuvre et les investissements du Fonds complètent l'infrastructure réseau commerciale fournie par les titulaires de licences des services de télécommunications unifiés afin de contribuer à la réalisation des objectifs numériques de l'Éthiopie.

Il est recommandé que les titulaires de licence puissent participer aux activités du Fonds, y compris la gouvernance, les études périodiques sur les lacunes d'accès menées par le Fonds, ainsi qu'un cadre de distribution robuste et équitable afin d'assurer une participation équitable de tous les contributeurs.

90 GSMA, 2019, L'impact des prix du spectre sur les consommateurs : rapport technique..

Priorité politique 4 : Monnaie mobile et paiements

La montée rapide de l'adoption de la monnaie mobile reflète la demande sous-jacente pour ce service et les efforts du gouvernement pour promouvoir son utilisation. En particulier, le NBE a mené plusieurs réformes nécessaires ces dernières années, telles que :

- La révision du cadre réglementaire qui a permis aux acteurs non bancaires d'intégrer l'écosystème des paiements.
- Encourager les personnes et les entreprises à effectuer des paiements d'impôts via l'argent mobile.
- Établissement d'une interopérabilité complète entre les comptes bancaires et les portefeuilles mobiles.
- Soutenir l'utilisation des paiements numériques pour les subventions aux carburants.

Poursuivre la mise en œuvre de réformes réglementaires pour permettre la stratégie financière numérique et les objectifs d'inclusion soutiendra le développement d'un système solide de paiements numériques et d'un terrain de jeu équitable dans les services financiers numériques.

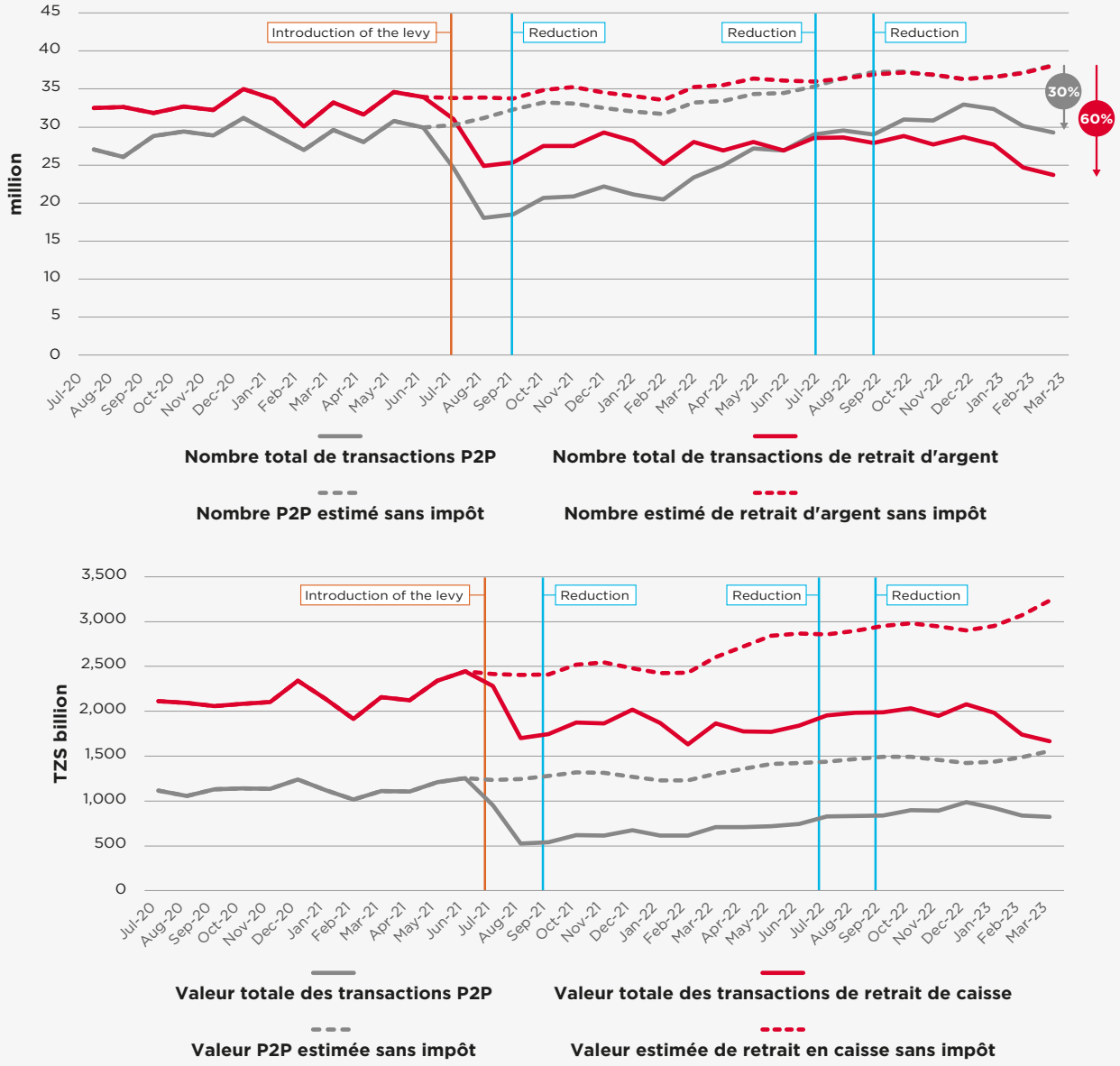
La nouvelle Proclamation sur la TVA (n° 1341/2004) introduit la TVA sur les services financiers numériques, y compris l'argent mobile et d'autres types de services financiers. **Il est important que le gouvernement évite la tentation de recourir à une fiscalité distorsive sur les nouveaux services de monnaie mobile, comme cela a été observé dans d'autres pays africains, car cela mettrait en péril le développement du secteur.** Bien que la fiscalité soit un outil nécessaire pour générer des recettes publiques, cette imposition particulière pourrait avoir des conséquences négatives inattendues sur la croissance et le développement de la monnaie mobile en Éthiopie. Mobile Les services financiers, y compris ceux fournis par des agents, servent de bouée de sauvetage pour l'inclusion financière, en particulier dans les zones rurales et les zones défavorisées où la banque traditionnelle est soit inaccessible, soit trop coûteuse.

En imposant la TVA sur ces services, le coût des transactions peut augmenter, entraînant une réduction de l'utilisation par les consommateurs très sensibles aux prix. Cela pourrait ralentir l'adoption de la monnaie mobile comme service financier abordable, renversant potentiellement les gains en matière d'inclusion financière. De plus, les agents, qui sont essentiels à l'infrastructure de la monnaie mobile, pourraient se voir voir moins d'incitations à continuer à proposer ces services en raison de l'augmentation des coûts d'exploitation.

Exonérer ou réduire la TVA sur les services financiers numériques, en particulier ceux proposés par les plateformes et agents de monnaie mobile, pourrait contribuer à maintenir l'élan de croissance dans ce secteur crucial. Sans de tels ajustements, la taxe pourrait créer un obstacle à l'innovation et à l'expansion supplémentaires, étouffant les efforts de l'Éthiopie pour construire un écosystème financier numérique inclusif. **Les taxes sur la monnaie mobile ont été démontrées dans plusieurs pays comme une freination de la croissance et de l'utilisation de la monnaie mobile.** L'introduction d'une taxe a ralenti le taux de croissance des comptes actifs de 5 % par an, entraînant une baisse permanente des utilisateurs actifs que si la croissance d'avant la taxe avait continué.[91] L'introduction de Une taxe sur certains types de transactions d'argent mobile a également eu un impact à long terme dans d'autres pays. Les valeurs de transaction restent à seulement la moitié du niveau qu'elles auraient été si elles avaient continué sur leur tendance d'avant la levée.[92] Dans le contexte éthiopien, cela équivaudrait à une réduction de la valeur des transactions de mobile money de 160 milliards ETB en 2023..

91 GSMA, 2023, E-levy au Ghana : évaluation de l'impact économique.
92 GSMA, 2023, Évaluation de l'impact de la monnaie mobile en Tanzanie.

Figure 19: Impact des prélèvements sur la monnaie mobile en Tanzanie, 2020-2023



Source: GSMA, 2023, Évaluation de l'impact de la monnaie mobile en Tanzanie.[93]

En Éthiopie, les agents de monnaie mobile sont également soumis à une retenue à la source sur leur commission. En raison de l'absence de système de reçus électroniques, les fournisseurs de monnaie mobile doivent payer cela à l'avance et sont impossible de le réclamer comme dépense.[94] Cela représente un fardeau important en matière de conformité et affecte effectivement comme une taxe plutôt qu'une dépense réclamable, freinant l'expansion des agents et donc l'inclusion financière.

Lowering taxation on mobile would be to broaden the tax base and increase productivity, leading to a medium-term increase in tax revenue of over 2%. In addition, further reforms should be aimed at broadening access to government payments and systems, such as tax payments and utility bills. This would also stimulate the mobile market and support the full potential of mobile money, enabling greater access to public services for citizens and innovation to flourish. The process of granting a licence to Safaricom as a registering entity for Fayda ID is a good step in this direction.[95]

93 GSMA.
94 Cela reflète les discussions avec les parties prenantes du secteur sur l'application de la retenue à la source.
95 Interviews avec Safaricom Éthiopie. Le NID n'a pas encore accordé la licence à Safaricom mais l'a reconnu comme entité d'enregistrement et a entamé le processus d'intégration.

Un autre défi pressant auquel est confronté le secteur de la monnaie mobile en Éthiopie est l'augmentation de la fraude, notamment via des tactiques d'ingénierie sociale. Ces dispositifs d'ingénierie sociale aboutissent des pertes financières importantes pour les utilisateurs et cela a contribué à la méfiance croissante envers l'utilisation des services financiers numériques. La montée de la fraude et des arnaques nécessitera l'industrie des services financiers,

les régulateurs et les fournisseurs de monnaie mobile collaborent pour élaborer des stratégies complètes de prévention et d'atténuation de la fraude. Cela devrait inclure des solutions techniques telles que des protocoles de sécurité renforcés, une authentification à deux facteurs et une vérification biométrique, ainsi que des campagnes éducatives pour sensibiliser les utilisateurs aux risques de fraude et à la manière de se protéger.

De plus, les organismes de régulation doivent mettre en place des cadres clairs pour signaler et gérer les cas de fraude, afin de garantir que les utilisateurs concernés reçoivent un support rapide et que les fraudeurs soient tenus responsables. La confiance du public est cruciale pour la croissance continue des services financiers numériques, et les efforts pour prévenir et combattre la fraude seront essentiels pour restaurer la confiance des consommateurs. Une approche proactive, impliquant à la fois les acteurs du secteur et les régulateurs, sera essentielle pour protéger l'avenir de la monnaie mobile en Éthiopie.

Enfin, augmenter les limites des montants autorisés de transferts d'argent mobile, qui imposent de plus en plus de contraintes substantielles à la croissance de la monnaie mobile en raison de l'inflation élevée, améliorerait la portée et la capacité d'utiliser l'argent mobile pour des économies et des produits financiers plus avancés. **Une définition plus large de l'inclusion financière et de l'accès à une gamme plus large de services, y compris l'assurance et le crédit,** devrait être encouragée, par exemple en soutenant le développement de services de prêt numériques. Le prêt numérique est actuellement soumis à la même réglementation que le prêt traditionnel par les banques. Cependant, les fournisseurs de monnaie mobile peuvent toucher beaucoup plus de clients grâce à leur présence étendue et n'utilisent pas de garantie pour obtenir des prêts. Par conséquent, les seuils sur les prêts non performants pour totaliser les prêts applicables aux banques ne sont pas appropriés pour l'argent mobile. Pour ces raisons, le prêt numérique devrait être réglementé par une directive dédiée.

Priorité politique 5 : Politiques côté demande

Les facteurs liés à la demande influencent également l'adoption et l'utilisation d'internet mobile et de monnaie mobile. Enaugmentant la demande, l'adoption et l'utilisation augmentent. Les politiques visant à soutenir la demande et à réduire l' écart d'utilisation pourraient inclure des interventions telles que des subventions aux téléphones, des programmes de formation aux compétences numériques, un soutien aux entreprises aux PME, la numérisation des services publics, ainsi que des programmes visant à accroître l'adoption de nouvelles technologies par les entreprises et les consommateurs, y compris l'argent mobile.

La demande pour l'internet mobile est stimulée par une large gamme d'usages, notamment les communications, la collecte d'informations, le divertissement, l'éducation, etc. Le gouvernement a un rôle important à jouer dans cette affaire. En passant à des formes numériques de prestation de services publics essentiels tels que les permis de conduire, les demandes de passeport et l'enregistrement des biens, le gouvernement crée une demande pour que les gens aient accès à Internet. À cet égard, le déploiement continu de l'identité numérique améliorera considérablement la manière dont les citoyens interagissent avec le gouvernement, en gagnant du temps, en améliorant l'accès et en permettant un service plus personnalisé.

C'est un processus gagnant-gagnant. D'une part, le gouvernement réduit les coûts et améliore l'accès aux services en les rendant accessibles via les canaux numériques. D'autre part, les citoyens peuvent accéder plus facilement aux services publics et bénéficier d'une meilleure qualité de service lorsqu'ils sont fournis via les canaux numériques.

L'autre avantage clé est qu'en encourageant les gens à adopter Internet, ce processus stimule la demande de services numériques de manière plus large. Plus il y a de personnes qui deviennent internautes, plus le gouvernement peut atteindre de personnes via les canaux numériques. De même, à mesure que la base d'utilisateurs grandit, les prestataires de services croissent également, ce qui génère des recettes fiscales plus importantes..

Supprimer les obstacles et stimuler une demande supplémentaire pourrait entraîner 7,9 millions d'utilisateurs mobiles supplémentaires en 2028 par rapport à BAU. Le tableau 13 présente les résultats issus de la modélisation de l'impact de ce scénario sur l'adoption d'Internet mobile.

Tableau 13: Adoption d'Internet mobile avec stimulation de la demande

Additional mobile internet users (m)	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BAU	43.47	47.62	51.07	54.68	58.38	62.06
Stimulation de la demande	43.47	48.83	53.66	58.84	64.31	69.94
Différence Y-on-Y avec BAU	0%	3%	5%	8%	10%	13%
Augmentation de la croissance vs BAU	0%	+3%	+6%	+10%	+14%	+18%

Source: See separate methodological document that accompanies this report.[96]

C. MODÉLISER LES DÉVELOPPEMENTS FUTURS DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS SECTEUR

Des preuves empiriques substantielles existent sur la dynamique des marchés des télécommunications. Les universitaires et les décideurs politiques ont étudié en profondeur le marché des télécommunications, et une grande partie de ces recherches porte sur les marchés africains. Ces preuves et analyses ont été appliquées dans un modèle du marché des télécommunications en Éthiopie qui combine des informations à jour sur le marché actuel avec cet ensemble de preuves.

La prévision du scénario de base du marché prévoit des évolutions du marché, en supposant que l'environnement politique reste tel qu'il est aujourd'hui. Il est basé sur des tendances historiques et des analyses sectorielles utilisées pour extrapoler les résultats du marché jusqu'en 2028. Ce cas de base se concentre sur les abonnements mobiles, l'adoption du haut débit mobile et l'utilisation de l'argent mobile.

L'impact des changements de réglementation et de politique sur le secteur est modélisé en analysant comment ces changements affecteraient les opérateurs en général et comment ils affecteraient l'adoption et l'utilisation du haut débit mobile et de la monnaie mobile (Tableau 14).

Tableau 14: Scénarios modélisés de politiques et de réforme réglementaire

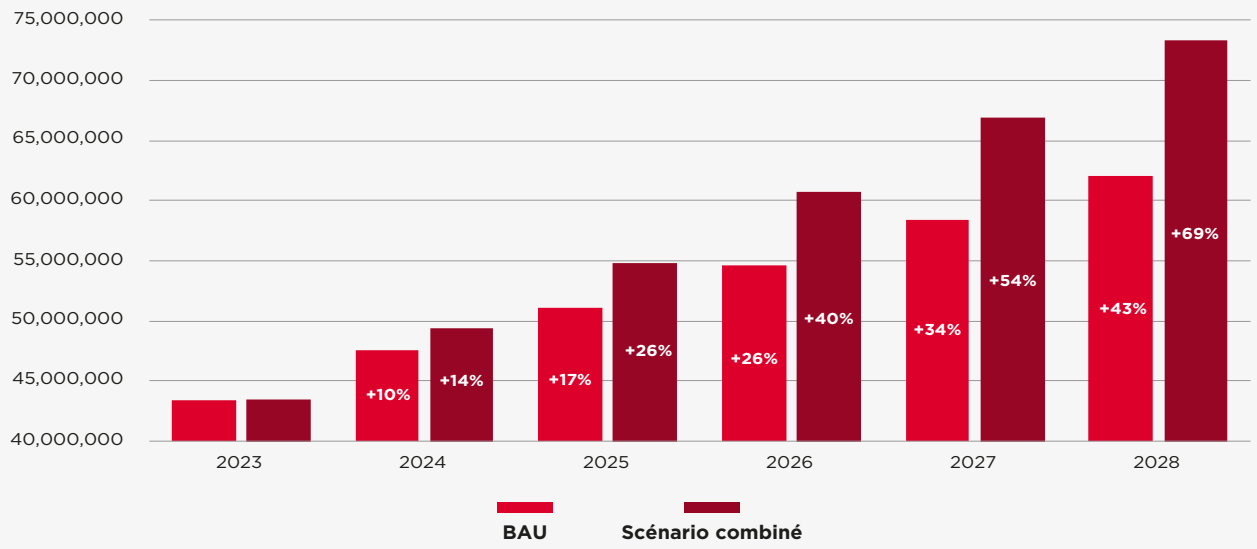
Changement de politique/réglementation	Impact	Nombre de personnes supplémentaires utilisant les services mobiles en 2028 par rapport à BAU
1. Durabilité et investissement de l'industrie	Soutenir la durabilité et le développement de l'industrie en poursuivant la mise en œuvre du programme de réforme des télécommunications et des incitations à l'investissement. Réduire ou supprimer les droits de douane et autres coûts sur les appareils mobiles améliorera l'accessibilité financière et diminuera l'écart d'utilisation. Cela rendra également les investissements plus attractifs pour les entreprises locales et étrangères.	3% - 1.7 million d'utilisateurs supplémentaires
2. Fiscalité – droits de douane et droits d'accise	Soutenir l'adoption du haut débit mobile par les clients en (a) en réduisant les droits de douane sur les appareils et en augmentant la production locale, et (b) en supprimant les droits d'accise sur les services.	3% - 1.7 million d'utilisateurs supplémentaires
3. Politiques du côté de la demande	L'adoption et l'utilisation d'Internet mobile et de monnaie mobile sont également influencées par des facteurs liés à la demande. L'augmentation de la demande augmente l'adoption et l'utilisation. Politiques visant à Soutenir la demande et réduire l'écart d'utilisation pourrait inclure des interventions telles que des subventions aux appareils portables, des programmes de formation aux compétences numériques, le soutien aux entreprises pour les PME, la numérisation des services gouvernementaux et des programmes visant à accroître l'adoption de nouvelles technologies par les entreprises et les consommateurs, y compris l'argent mobile.	13% - 7.9 million d'utilisateurs supplémentaires

96 GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie

Le scénario de base montre une augmentation régulière du haut débit mobile. Dans ce scénario, les utilisateurs de haut débit mobile devraient passer de 43,5 millions en 2023 à 62,1 millions en 2028.

Les recommandations politiques décrites dans ce rapport augmenteraient considérablement l'adoption des services de télécommunications mobiles. Si des mesures politiques étaient prises pour relever les principaux défis de l'industrie, cela aurait un impact concret sur le secteur. On estime qu'ils pourraient entraîner un taux d'adoption plus rapide par les Éthiopiens, comme illustré à la Figure 20.

Figure 20: Impact du scénario politique combiné sur le nombre d'utilisateurs d'Internet mobile



Source: Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[97]

L'effet des recommandations politiques serait d'augmenter l'adoption du haut débit mobile sur la période de plus de 61 %, passant de 19 millions de nouveaux utilisateurs dans le scénario BAU à 30 millions si toutes les politiques sont mises en œuvre. Cela augmenterait le nombre d'utilisateurs d'internet mobile de 26 % par rapport à le scénario BAU. Cela signifierait que 69 % de personnes utiliseront l'internet mobile en 2028 qu'en 2023. Le tableau 15 ci-dessous présente les résultats issus de la modélisation de l'impact combiné des politiques d'adoption d'Internet mobile en 2028.[98]

De plus, des taux d'adoption plus élevés d'Internet auraient une large gamme d'effets positifs sur le reste de l'économie, notamment sur la productivité et la croissance dans ces secteurs, ainsi qu'une augmentation des recettes fiscales générées par l'industrie. Dans la section précédente, ces impacts ont été calculés pour des secteurs spécifiques de l'économie éthiopienne.

Tableau 15: Impact combiné des recommandations politiques sur l'adoption d'Internet

Utilisateurs mobiles supplémentaires (m)	2023	2024	2025	2026	2027	2028
BAU	43.47	47.62	51.07	54.68	58.38	62.06
Polices combinées	43.47	49.41	54.86	60.69	66.91	73.39
Différence Y-on-Y avec BAU	0%	4%	7%	11%	15%	18%
Augmentation de la croissance vs BAU	0%	+4%	+9%	+14%	+20%	+26%

Source: Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[99]

97 GSMA, 2024, Impulsion de la transformation numérique des économies africaines Document de preuves et de méthodologie.
98 Voir GSMA, 2024, Favoriser la transformation numérique des économies africaines pour le document de preuves et de méthodologie pour des hypothèses détaillées.
99 GSMA, 2024, Driving digital transformation of African economies Evidence and methodology document.

Figure 21: Impact sectoriel de la numérisation accrue en Éthiopie suite aux réformes de la politique télécom

	Agriculture	Industrie	Transport	Commerce	Soins de santé	Gouverne-ment
Valeur ajoutée numérique (ETB bn)	134	108	24	27	4	22
% du PIB sectoriel	3.1%	3.7%	4.6%	1.5%	5.5%	2.2%
% du PIB total	1.1%	0.9%	0.2%	0.2%	0.0%	0.2%
Emploi	1,500,000	180,000	130,000	150,000	20,000	-
Recettes fiscales (ETB bn)	11	9	2	2	0.4	-

Source: Calculs des auteurs. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[100]

100 GSMA, 2024, Driving digital transformation of African economies Evidence and methodology document.





5. Politique Recommandations

5. RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

Les réformes politiques doivent équilibrer les objectifs à court terme avec l'investissement et le développement à long terme afin de réaliser tout le potentiel de la transformation numérique en Éthiopie. **Tirer parti des bénéfices étendus de la numérisation nécessitera des actions audacieuses pour soutenir la demande, réduire le coût de l'approvisionnement et promouvoir un environnement politique favorable à l'investissement**.

La valeur économique et sociale des technologies numériques et émergentes repose sur les réseaux mobiles comme colonne vertébrale de la numérisation de l'économie, et le secteur mobile est le mieux placé pour s'associer au gouvernement afin de développer une politique publique axée sur une mission capable de catalyser l'innovation dans de nombreux secteurs de l'économie.

Ce rapport identifie cinq domaines de recommandations politiques que le gouvernement, l'Autorité éthiopienne des communications, le NBE et d'autres autorités compétentes pourraient entreprendre pour soutenir le développement du secteur des télécommunications mobiles, des services de monnaie mobile et du processus plus large de transformation numérique en Éthiopie.

Domaine politique	Description et recommandations détaillées
Mise en œuvre de la réforme des télécommunications	Mise en œuvre équitable et opportune de l'agenda des réformes télécoms afin de permettre la transformation numérique de l'Éthiopie et les objectifs d'inclusion. Cela inclut : 1. Mise en œuvre de la Proclamation des services de communication et des directives applicables de la CEA jusqu'à la conclusion, accélération des procédures administratives et régulation du fonds d'accès universel. 2. Émettre et mettre en œuvre la directive sur l'utilisation des terrains et des bâtiments pour les télécommunications afin de garantir des tarifs accélérés, efficaces et harmonisés – ainsi que des mesures pour protéger la sécurité des infrastructures de télécommunications - À travers les administrations fédérales, étatiques et municipales. 3. Poursuivre un processus accéléré de droits douaniers et d'importation, ainsi que l'introduction d'une directive sur les biens d'équipement et d'un manuel douanier pour identifier les marchandises destinées à l'importation en franchise de droits pour les services de communication telles que définies par la Proclamation sur les services de communication.
Durabilité et investissement de l'industrie	Soutenir la durabilité et le développement de l'industrie par des investissements et des incitations fiscales, notamment en réduisant ou en supprimant les droits de douane et autres coûts sur les appareils mobiles afin d'améliorer l'accessibilité financière et de réduire l'écart d'utilisation. Les politiques pourraient inclure : 1. Offrir des baisses d'impôts et des avantages fiscaux pour le développement des infrastructures télécom, la finance numérique et les services de communication internationale, ainsi que la suspension temporaire de l'application de la taxe sur les services financiers numériques, par exemple une période de grâce sur les taxes sur les services télécom et la révision de la taxe d'accise. 2. Incitations à des mécanismes de financement innovants pour répondre au besoin de financement réseau pour la couverture 4G et la densification des réseaux existants, la qualité des services et l'avancement des utilisateurs. Par exemple, un financement concessionnel pour permettre davantage d'investissements dans le secteur, compte tenu des difficultés liées à l'obtention de financements en dollars générés en interne.

Frais de licence, de spectre et de réglementation	Garantir des licences, des frais de spectre et réglementaires abordables et prévisibles afin d'encourager l'investissement et la densification des réseaux existants, le déploiement de réseaux de nouvelle génération et améliorer l'accessibilité des services. Les polices comprennent : 1. Maintenir une tarification appropriée et prévisible du spectre en tenant compte des questions évoquées, y compris la suspension supplémentaire de l'introduction des frais pour la numérotation des ressources et l'augmentation des frais pour la fréquence. 2. Participation des titulaires unifiés de services de télécommunications dans la mise en œuvre du Fonds d'accès universel, y compris la participation des titulaires de licence à la supervision du fonds, des études périodiques sur les écarts d'accès, ainsi qu'un cadre de distribution des fonds solide et équitable afin d'assurer une participation équitable de tous les contributeurs du fonds.
Monnaie mobile et paiements	Décourager la fiscalité distorsive des nouveaux services de monnaie mobile, et Continuez à mettre en œuvre des réformes réglementaires pour permettre la stratégie financière numérique et les objectifs d'inclusion. Cela inclut : 1. Continuer à mettre en œuvre des réformes réglementaires des licences mobile money / PII afin de permettre la stratégie financière numérique et les objectifs d'inclusion, tout en garantissant un terrain de jeu équitable avec les autres acteurs. 2. Réduire la fiscalité et éviter une fiscalité supplémentaire et déformante sur les services de monnaie mobile. 3. Envisagez d'augmenter les limites de comptes et la législation pour soutenir le développement du prêt numérique par les opérateurs de monnaie mobile.
Politiques du côté de la demande	Soutenir la demande en continuant de mettre en œuvre des programmes de gouvernement numérique et d'identification numérique, et en incitant l'adoption des technologies numériques par les consommateurs et les entreprises. D'autres interventions pourraient inclure : 1. Soutenir les programmes de compétences numériques à travers les populations cibles (rurales, jeunes), y compris en matière d'IA. 2. Réduire les barrières à l'accessibilité – collaborer avec l'industrie, les agences de services universels et les institutions d'investissement internationales sur des mesures et des incitations, telles que les subventions et les microcrédits. Les groupes défavorisés, en particulier les femmes rurales, devraient être ciblés dans toute initiative gouvernementale visant les obstacles à l'inclusion numérique. 3. Politiques et réglementations nationales sur les infrastructures de centres de données et cloud pour la connectivité d'entreprise et privée. 4. Soutenir le développement et l'adoption d'initiatives numériques pour les secteurs traditionnels tels que l'agriculture, le commerce, la chaîne d'approvisionnement, la fabrication, le tourisme, y compris l'agriculture de précision et les initiatives Industrie 4.0, tout en élargissant la disponibilité de contenus et services locaux. 5. Incitations aux entreprises à adopter les technologies numériques. En particulier, soutenir le développement de dispositifs d'entrepreneuriat numérique et l'adoption des technologies numériques par les PME, ainsi que soutenir l'amélioration de l'accès à l'électricité.. 6. Mettre en place des programmes pour promouvoir la R&D et l'innovation technologique dans le secteur privé par le biais de subventions ou d'incitations. 7. Traitez la sécurité en ligne et la fraude et veillez à un cadre solide de confidentialité des données.

GSMA

Siège social de la
GSMA One Angel
London, U.K.
EC4R 3AB
United Kingdom
Tel: +44 (0)20 7356 0600
Fax: +44 (0)20 7356 0601